

FINANCIER LIVRIER

RÉSULTATS FINANCIERS

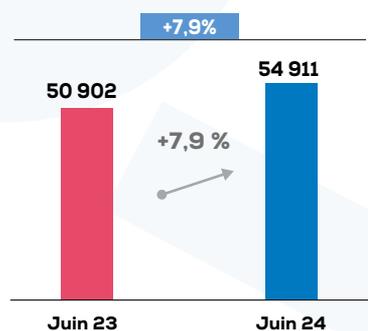
 JUIN 2024

RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2024

DES RÉSULTATS EN CROISSANCE CONTINUE PORTÉS PAR UN PLAN D'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE DE LA BANQUE

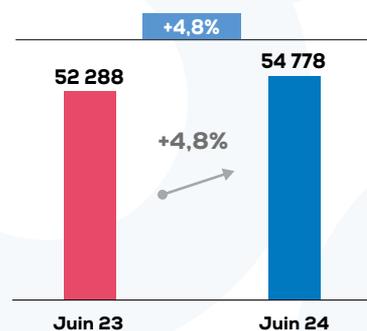
Le Conseil de Surveillance de Crédit du Maroc s'est réuni le 26 juillet 2024, sous la présidence de Monsieur Mohamed Hassan BENSALAH, pour examiner l'activité et les comptes arrêtés au 30 juin 2024.

ENCOURS CRÉDITS



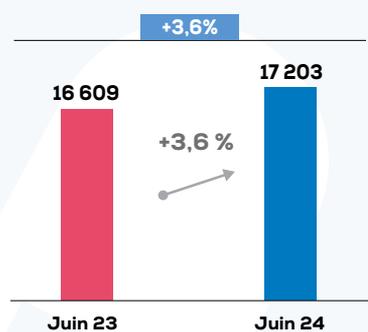
En millions de dirhams

ENCOURS RESSOURCES BILAN



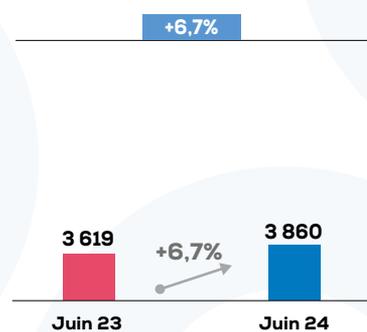
En millions de dirhams

CRÉDITS HABITAT



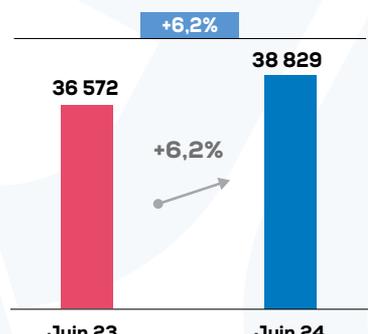
En millions de dirhams

CRÉDIT À LA CONSOMMATION



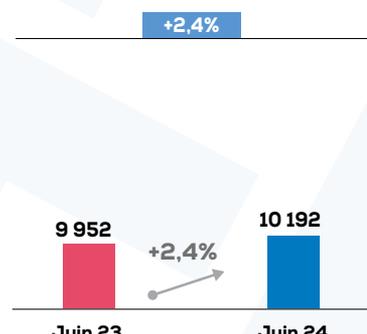
En millions de dirhams

RESSOURCES À VUE



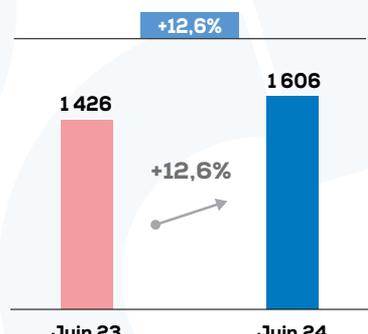
En millions de dirhams

RESSOURCES D'ÉPARGNE



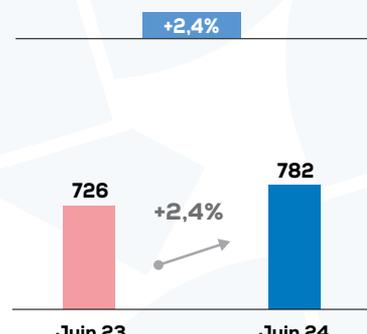
En millions de dirhams

PRODUIT NET BANCAIRE



En millions de dirhams

CHARGES D'EXPLOITATION



En millions de dirhams

NETTE PROGRESSION DES PERFORMANCES COMMERCIALES ET DES INDICATEURS FINANCIERS

CROISSANCE SOUTENUE DES CRÉDITS +7,9 %

Crédit du Maroc confirme son engagement d'accompagner les efforts du Royaume en matière de développement des investissements avec des emplois clientèle qui ont augmenté de 7,9 % sur un an, pour se hisser à 54 911 MDH.

Cette progression est notamment soutenue par les crédits aux entreprises. Ces derniers qui ont atteint, à fin juin 2024, 32 727 MDH, affichent une hausse significative de 13,5 %, attribuable aux performances du crédit aux promoteurs immobiliers (+40 %), du crédit-bail (+33,7 %), du crédit à l'équipement (+27,2 %) et du crédit court terme (+3,1 %).

Pour leur part, les crédits aux ménages ont évolué de 4,1 % et se situent à 21 063 MDH, bénéficiant de la bonne tenue tant du crédit à la consommation que du crédit à l'habitat qui se sont appréciés respectivement de 6,7 % et de 3,6 %.

BONNE DYNAMIQUE DE LA COLLECTE BILAN +4,8 %

A fin juin 2024, les ressources bilan se sont améliorées, sur les douze derniers mois, de 4,8 % à 54 778 MDH. Cette évolution positive a été portée par les ressources à vue et les ressources d'épargne qui ont progressé respectivement de 6,2 % et de 2,4 % pour s'établir à 38 829 MDH et à 10 192 MDH. Les dépôts à terme se sont élevés, quant à eux, à 4 458 MDH, soit en hausse de 31,8 %.

POURSUITE DE LA PROGRESSION DU PRODUIT NET BANCAIRE +12,6 %

Le produit net bancaire consolidé s'est élevé, au titre du premier semestre 2024, à 1 606 MDH, enregistrant une progression de 12,6 % par rapport au premier semestre 2023. Cette performance résulte de la contribution positive de l'ensemble des lignes métiers de la banque :

- la marge nette d'intérêt a atteint 1 186 MDH, en hausse de 9,6 %, bénéficiant du dynamisme continu de l'activité commerciale et du renforcement du fonds de commerce ;
- la marge sur commissions s'est établie à 246 MDH, en évolution de 9,1 %, profitant de la croissance des revenus des filières spécialisées en monétique, commerce international, banque transactionnelle et cash management ;
- le résultat des opérations de marché a atteint 219 MDH, en hausse de 30,2 %.

D'autre part, les filiales de Crédit du Maroc ont contribué positivement au PNB global, avec un revenu de l'ordre de 105 MDH, en hausse de 8,3 % par rapport au premier semestre 2023.

PERFORMANCE NOTABLE DU RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION +17,6 %

Porté par l'évolution positive du PNB consolidé, le résultat brut d'exploitation s'est renforcé de 17,6 % à 824 MDH au premier semestre 2024. Le coefficient d'exploitation a connu une amélioration de 218 points de base pour se situer à 48,7 %.

A noter que Crédit du Maroc a engagé sur le premier semestre 2024 un montant total de 133 MDH d'investissements dont l'essentiel a porté sur le renforcement des performances de la plateforme technologique de la banque.

NET REPLI DU COÛT DU RISQUE

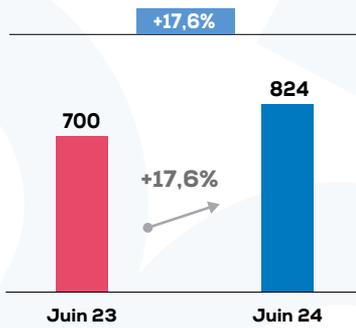
Le coût du risque consolidé s'est replié de 32,6 % à 112 MDH, résultat d'une sinistralité maîtrisée et anticipée. Dans le cadre de sa politique de gestion prudente et anticipative des risques, Crédit du Maroc affiche un taux de couverture de 85,3 % à fin juin 2024, en renforcement de 156 points de base par rapport au premier semestre 2023.

Les créances en souffrance ont limité leur croissance à 2,1 % pour se situer à 4 080 MDH, avec un taux de créances douteuses et litigieuses qui s'est amélioré de 42 bps à 7,4 %.

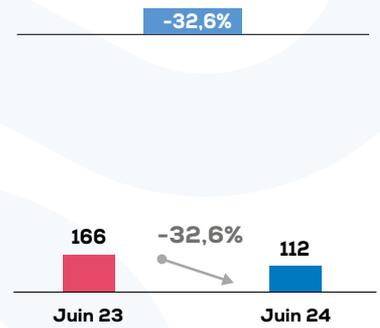
HAUSSE DE LA CAPACITÉ BÉNÉFICIAIRE +36,8 %

Le résultat net part du groupe Crédit du Maroc s'est élevé à 391 MDH, en hausse de 36,8 % par rapport au premier semestre 2023, bénéficiant d'une bonne dynamique commerciale et d'une évolution favorable du coût du risque.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

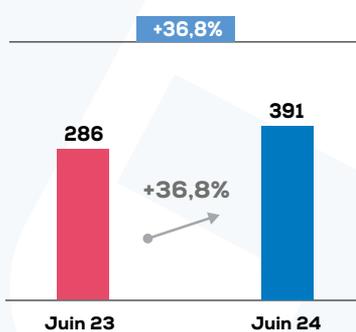


COÛT DU RISQUE

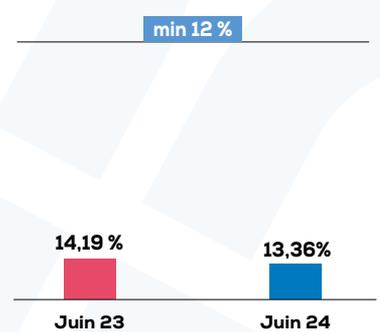


En millions de dirhams

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



RATIO DE SOLVABILITÉ



En millions de dirhams

FINALISATION DE L'AUTONOMISATION DE LA BANQUE APRÈS LE RACHAT DE LA TOTALITÉ DES PARTS DÉTENUES PAR CRÉDIT AGRICOLE S.A. DANS LE GROUPE CRÉDIT DU MAROC

Selon les accords conclus en décembre 2022, le plan de transition de la banque s'est déroulé conformément aux engagements pris par le Groupe Holmarcom et Crédit Agricole S.A., ce qui a donné lieu à l'autonomisation complète de Crédit du Maroc, tant au niveau de ses activités qu'au niveau de son fonctionnement opérationnel et du système d'information.

Par ailleurs, la sortie programmée de Crédit Agricole S.A. du tour de table de la banque a été finalisée lors du premier semestre 2024, après la réalisation de ces opérations :

- le 15 mai 2024, Crédit du Maroc a procédé à l'acquisition de 33,33 % du capital social et des droits de vote de Crédit du Maroc Leasing et Factoring détenus par Crédit Agricole Leasing & Factoring. Crédit du Maroc détient désormais 100 % du capital de Crédit du Maroc Leasing et Factoring ;
- le 7 juin 2024, le groupe Holmarcom, via Holmarcom Finance Company, a procédé à l'acquisition de la seconde tranche de la participation détenue par Crédit Agricole S.A. dans Crédit du Maroc, portant sur 15 % du capital et des droits de vote de la banque. À la suite de cette opération, le groupe Holmarcom détient 78,7 % du capital de Crédit du Maroc.

POURSUITE DU DÉPLOIEMENT DE LA VISION STRATÉGIQUE DU GROUPE HOLMARCOM

Sous l'égide de son nouvel actionnaire, Crédit du Maroc s'est fixé des objectifs de croissance ambitieux dans le cadre de son plan quinquennal, en ligne avec la stratégie mise en place par le Groupe Holmarcom pour un développement durable et responsable.

Porté par le nouveau positionnement autour de la famille, le plan vise l'accélération de la dynamique commerciale supportée essentiellement par la refonte de l'offre et des parcours clients, l'accélération de la transformation digitale et l'amélioration continue du service client.

Pour accompagner cette nouvelle dynamique, la banque mène un renforcement continu de son modèle opérationnel ainsi que de son système de gouvernance et de pilotage des risques et de la conformité et s'appuie sur une équipe dynamique et mobilisée autour de la vision, des ambitions et des valeurs du Groupe Holmarcom.

Liste des communiqués de presse publiés au 30 juin 2024 :

- IFC et Crédit du Maroc signent un accord pour la mise en place d'une ligne de financement en faveur de Crédit du Maroc de 1 milliard de dirhams.
- Présentation des résultats annuels de Crédit du Maroc au 31 décembre 2023.
- Les résultats financiers au 31 mars 2024.
- Crédit du Maroc organise une rencontre autour du thème : « Les nouveaux mécanismes pour accélérer vos investissements ».
- Crédit du Maroc et Mastercard s'associent pour contribuer à faire avancer la transformation numérique au Maroc.

Contact Presse - Communication financière : Mouna Benrhanem - mouna.benrhanem@cdm.ma

Site web : www.creditdumaroc.ma - Centre de Relation Clients : 3232

Lien pour télécharger le livret financier : https://www.creditdumaroc.ma/sites/default/files/livret_financier_resultats_au_30_juin_2024.pdf

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS

BILAN CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

ACTIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2024	31/12/2023
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		1 848 172	2 265 791
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	3 714 436	2 596 910
Actifs financiers détenus à des fins de transactions	3.5	3 491 844	2 366 801
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.5	222 592	230 109
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.3	1 608 810	1 054 279
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3.3	1 608 810	1 054 279
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		-	-
Titres au coût amorti	3.2	909 118	1 397 240
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.2	5 099 485	6 012 399
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3.2	54 911 005	51 061 669
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'Impôt Exigible	3.8	4 807	3 253
Actifs d'impôt différé	3.8	135 551	159 789
Comptes de régularisation et autres actifs	3.4	497 847	422 280
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	3.6	1 491 718	1 495 747
Immobilisations incorporelles	3.6	824 953	795 981
Ecart d'acquisition		-	-
TOTAL		71 045 901	67 265 338

(En milliers de DH)

PASSIF CONSOLIDÉ	NOTES	30/06/2024	31/12/2023
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		844	884
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.9	6 901	15 984
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3.9	6 901	15 984
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	3.1	1 470 234	1 137 272
Dettes envers la clientèle	3.1	54 778 179	51 755 426
Titres de créance émis	3.1	3 501 597	3 424 402
Passifs d'impôt exigibles	3.8	100 429	125 097
Passifs d'impôt différé	3.8	14 664	17 885
Comptes de régularisation et autres passifs	3.4	2 292 820	1 891 556
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions	3.7	555 324	565 955
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		1 275 929	1 250 969
Capitaux propres		7 048 980	7 079 907
Capital et réserves liées		4 346 514	4 346 514
Réserves consolidées		2 272 908	2 197 909
Part du groupe		2 272 908	2 147 334
Part des minoritaires		-	50 576
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		38 724	37 259
Part du groupe		38 724	37 259
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		390 835	498 225
Part du groupe		390 835	503 089
Part des minoritaires		-	-4 864
TOTAL		71 045 901	67 265 338

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ IFRS AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

COMPTE DE RÉSULTAT	NOTES	30/06/2024	30/06/2023
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	2.2	1 544 030	1 311 552
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	2.2	357 557	228 765
Marge d'Intérêt		1 186 473	1 082 787
Commissions (Produits)	2.3	270 788	247 749
Commissions (Charges)	2.3	24 519	21 935
Marge sur Commissions		246 269	225 813
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.5	218 885	168 156
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		211 835	169 760
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		7 049	-1 604
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.6	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		-	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produits des autres activités		16 522	10 839
Charges des autres activités		62 169	61 559
PRODUIT NET BANCAIRE		1 605 979	1 426 037
Charges générales d'exploitation		649 974	627 155
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		132 295	98 490
Résultat Brut d'Exploitation		823 709	700 391
Coût du risque	2.1	-111 870	-166 067
Résultat d'Exploitation		711 839	534 325
Quote-Part du résultat net des entreprises associées et des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.4	-3 547	-7 273
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
Résultat avant Impôt		708 293	527 051
Impôts sur les résultats	3.8	317 458	239 565
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net (*)		390 835	287 487
Intérêts minoritaires		-	1 694
Résultat net Part du groupe		390 835	285 793
Résultat par action		35,92	26,26
Résultat dilué par action		35,92	26,26

(En milliers de DH)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2024

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2024	31/12/2023
Résultat avant impôts	708 293	878 307
Résultat net des activités abandonnées	-	-
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	132 295	232 914
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	107 404	289 796
+/- Dotations nettes aux provisions	-9 439	-41 381
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-3 547	-4 425
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	44 155	11 890
+/- Autres mouvements	97 985	-102 184
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	368 854	386 610
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	3 376 972	-3 644 519
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-976 664	356 201
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-1 170 329	-465 570
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	152 338	595 979
+/- Flux liés aux activités destinées à être cédées	-	-
- Impôts versés	-297 557	-396 449
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	1 084 760	-3 554 358
Flux nets de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	2 161 907	-2 289 440
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-153 691	-441 626
Flux nets de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-153 691	-441 626
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-372 138	200 138
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	58 000	1 800 000
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement	-314 138	2 000 138
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	186	-2 924
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 694 265	-733 852

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/2024	31/12/2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 525 258	3 259 110
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 265 415	1 868 563
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	259 842	1 390 546
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	4 219 522	2 525 258
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 848 123	2 265 415
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	2 371 399	259 842
Variation de la trésorerie nette	1 694 265	-733 852

RÉSULTAT NET, GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2024	31/12/2023
Résultat net	390 835	498 225
Éléments recyclables en résultat net :	826	28 175
Écarts de conversion	186	-2 924
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 390	50 292
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	-	-
Impôts liés	750	19 193
Éléments non recyclables en résultat net :	825	-4 116
Réévaluation des immobilisations	-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	1 191	-6 929
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	-	-
Impôts liés	366	-2 813
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 651	24 058
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	392 486	522 283
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	392 486	527 147
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	-	-4 864

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2022	1 088 121	2 766 149	-	2 444 050	10 567	-	6 308 887	50 576	6 359 463
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-293 793	-	-293 793	-	-	-293 793
Autres	-	492 244	-	-	-	492 244	-	-	492 244
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	503 089	-	503 089	-4 864	-	498 225
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	31 099	31 099	-	-	31 099
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	-4 406	-4 406	-	-	-4 406
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-2 924	-	-2 924	-	-	-2 924
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-2 924	26 693	-	23 768	-	23 768
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2023	1 088 121	3 258 393	-	2 650 422	37 259	-	7 034 195	45 712	7 079 907
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-372 138	-	-372 138	-	-	-372 138
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	390 835	-	390 835	-	-	390 835
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat	-	-	-	-	640	640	-	-	640
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-	-	-	825	825	-	-	825
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	186	-	186	-	-	186
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	186	1 465	-	1 651	-	1 651
Autres	-	-	-	155	-	155	-	-	155
Variations de périmètre	-	-	-	-5 718	-	-5 718	-45 712	-	-51 429
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 30 JUIN 2024	1 088 121	3 258 393	-	2 663 743	38 724	-	7 048 980	-	7 048 980

NOTES ET ANNEXES IFRS

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

Les normes et principes comptables n'ont subi aucun changement par rapport à la publication effectuée au 31/12/2023.

PRINCIPES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit du Maroc et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles Crédit du Maroc dispose d'un pouvoir de contrôle.

Par exception, les entités ayant un impact non significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble ne sont pas incluses dans le périmètre de consolidation.

Le caractère significatif de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé.

Les notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, la définition de contrôle, selon IFRS 10 comporte les trois éléments suivants :

- Le pouvoir détenu sur l'entité émettrice ;
- L'exposition ou le droit à des rendements variables, en raison des liens avec l'entité émettrice ;
- La capacité de Crédit du Maroc d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient

Crédit du Maroc contrôle une entité émettrice si et seulement si ces trois éléments sont réunis.

L'IFRS 11 porte sur le classement d'un partenariat sur lequel deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint. Selon IFRS 11, il existe deux types de partenariat : les entreprises communes et les coentreprises. Ces deux types de partenariats se distinguent par les droits et obligations des parties à l'entreprise.

- Entreprise commune : les coparticipants ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs. Chaque coparticipant comptabilise ses

actifs, ses passifs, ses produits et ses charges y compris sa quote-part de ces actifs, passifs, produits et charges, relatifs à ses intérêts dans l'entreprise commune.

- Coentreprise : les coentrepreneurs ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et 11. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Crédit du Maroc sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, applicable selon les conditions citées par la norme IFRS 10 ;
- la mise en équivalence, pour les coentreprises ayant des droits sur l'actif net, tel que cité par la norme IFRS 11 ;
- la quote-part des actifs, passifs, charges et produits, pour les entreprises communes ayant des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs, selon la norme IFRS 11.

Retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs. L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé. Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne, sont constatées.

Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en dirhams en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en dirhams, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe CDM. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

Regroupements d'entreprises – écarts d'acquisition (IFRS 3)

Le Groupe Crédit du Maroc n'a pas effectué de regroupement courant 2024.

Périmètre de consolidation du Groupe Crédit du Maroc au 30 juin 2024

Sociétés Consolidées	Capital social (KDH)	Capital social (KUSD)	%		Méthode de consolidation (*)
			de contrôle	d'intérêts	
Crédit du Maroc	1 088 121		100,00	100,00	E C
Crédit du Maroc Capital Bourse	5 000		100,00	100,00	I G
Crédit du Maroc Leasing & Factoring	124 000		100,00	100,00	I G
Crédit du Maroc Patrimoine	1 000		100,00	100,00	I G
Crédit du Maroc Assurances	200		100,00	100,00	I G
Crédit du Maroc International		1 655	100,00	100,00	I G
S I F I M	168 321		100,00	100,00	I G

* E C : Etablissement consolidant - I G : Intégration globale

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

LA GOUVERNANCE

Depuis le 24 septembre 1999, Crédit du Maroc a opté pour une structure de gouvernance duale reposant sur un Directoire et un Conseil de Surveillance, dissociant ainsi les pouvoirs de gestion et de contrôle. Le Directoire dirige et gère la Banque sous le contrôle du Conseil de Surveillance dans les limites du cadre fixé par la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée (la « Loi 17-95 »), la loi 103-12 relative aux établissements de crédits et organismes assimilés (la « Loi Bancaire ») et les statuts de la Banque.

Prénom et nom	Fonction	Première élection	Dernier renouvellement	Echéance du mandat en cours	Membre d'un Comité
MOHAMED HASSAN BENSALAH	Président du Conseil	12/2022	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	
KARIM CHIOUAR	Membre du Conseil	12/2022	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	A et R
Zouhair Chorfi ⁽²⁾	Membre du Conseil	12/2022	-	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	C et R
AtlantaSanad S.A représentée par Madame Fatima Zahra Bensalah ⁽⁴⁾	Membre du Conseil	12/2022	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	C
HOLMARCOM FINANCE COMPANY S.A REPRÉSENTÉE PAR MADAME LAMIAE KENDILI	Membre du Conseil	12/2022	-	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	A
Mohammed Ali Kadiri ^(1,3)	Membre indépendant du Conseil	12/2022	-	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	A et C
Nadine Koniski-Ziadé ⁽¹⁾	Membre indépendant du Conseil	03/2024	-	AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024	R

(A) Comité d'Audit

(R) Comité des Risques

(C) Comité de Nomination et de Rémunération

(1) Membre indépendant

(2) Président par intérim du Comité des Risques

(3) Président du Comité d'Audit

(4) Président du Comité de Nomination et de Rémunération

1.2 Fonctionnement du Conseil de Surveillance

Le fonctionnement du Conseil de Surveillance est régi par les dispositions légales et statutaires ainsi que par son règlement intérieur. Il en est de même pour les Comités spécialisés.

a) Rôle et pouvoirs du Conseil de Surveillance en application des dispositions légales et statutaires

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire, et s'appuie sur des Comités spécialisés détaillés ci-après. A ce titre, une fois par trimestre au moins, le Directoire lui présente un rapport sur la marche des affaires sociales et après la clôture de chaque exercice et dans le délai de trois mois, le Directoire présente au Conseil de Surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, les documents prévus par la Loi 17-95.

A toute époque de l'année, le Conseil de Surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

b) Rôle et pouvoirs du Conseil de Surveillance en application du règlement intérieur

Le règlement intérieur du Conseil de Surveillance décrit, d'une part, les modalités d'organisation, le mode de fonctionnement, les pouvoirs et les attributions du Conseil de Surveillance et, d'autre part, les règles de déontologie qui s'imposent à ses membres. Il a un caractère purement interne et n'est opposable ni aux actionnaires, ni aux tiers. Les règles instituées par le règlement intérieur le sont sans préjudice de celles contenues dans les statuts de la Banque ou imposées par les lois et règlements en vigueur, lesquelles prévalent.

1.3 Les Comités du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance a créé, en son sein, trois Comités spécialisés dont il a fixé la composition et les attributions : le Comité d'Audit, le Comité des Risques et le Comité de Nomination et de Rémunération.

Dans le cadre de l'activité de la fenêtre participative, le Conseil de Surveillance, conformément à la Loi Bancaire 103-12, a constitué, au sein du Comité des Risques, un sous-Comité chargé du suivi du processus d'identification et de gestion des risques et au sein du Comité d'Audit, un sous-Comité chargé de la surveillance et de l'évaluation de la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne.

1. Le Conseil de Surveillance

1.1 Composition du Conseil de Surveillance

Conformément à l'article 15 des statuts de Crédit du Maroc, le Conseil de Surveillance est composé d'un minimum de trois membres et d'un maximum de quinze membres, nommés par l'Assemblée Générale et pouvant être renouvelés ou révoqués par cette dernière.

Au 30 juin 2024, le Conseil de Surveillance est composé de sept membres.

Le Conseil de Surveillance est composé de neuf membres.

b) Rôle et pouvoirs du Directoire en application du règlement intérieur

Le règlement intérieur du Directoire décrit les modalités d'organisation et le mode de fonctionnement. Il a un caractère purement interne et n'est opposable ni aux actionnaires, ni aux tiers. Les règles instituées par le règlement intérieur le sont sans préjudice de celles contenues dans les statuts de la Banque ou imposées par les lois et règlements en vigueur, lesquelles prévalent.

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

2.1 Risque de crédit

Politique générale

La politique de crédit du Crédit du Maroc s'inscrit dans le cadre de principes généraux et dans le respect des normes édictées par le régulateur.

Elle couvre les aspects relatifs à la déontologie, l'indépendance, la responsabilité, la collégialité des décisions, la maîtrise et le suivi des risques, la rémunération des opérations, etc. Elle est revue chaque année, dans le cadre de la stratégie risques qui examine toutes les activités de la banque et les risques qu'elles induisent et fixe des limites opérationnelles en termes de segment de clientèle, de secteurs d'activité, de concentration, etc.

Cette stratégie est présentée par le Directoire au Conseil de surveillance qui la valide.

Dispositif de décision et de gestion des risques

Étude et décision

Le processus de décision découle des pouvoirs détenus par le Président du Directoire et des subdélégations qu'il a distribués aux acteurs, selon un mode intuitu-personae, décliné en fonction des marchés. Au-delà des limites subdéléguées, les décisions sont prises par le Comité des crédits dont les décisions sont collégiales.

Le processus de décision est géré par un applicatif informatique centralisé et intégré qui détermine en fonction de normes et de critères paramétrés, les niveaux de délégation requis. Les décisions en faveur des clients professionnels et entreprises nécessitent un double regard de la ligne commerciale et des risques.

Les filiales ont recours à un avis des lignes spécialisées du Crédit du Maroc qui conditionne l'octroi.

Les demandes de crédit formulées par les lignes commerciales sont formalisées et documentées en application des règles du régulateur et des normes de la banque.

Mise en place - Garanties

La mise en place des crédits est opérée après vérification du respect des conditions d'octroi.

La gestion des dossiers de garanties est centralisée. Surveillance des risques et déclassement des créances. Elle est à la charge d'une structure dédiée et indépendante, appuyée par des correspondants dans les différents marchés et dans les régions.

Elle est à la charge d'une structure dédiée et indépendante, appuyée par des correspondants dans les différents marchés et dans les régions.

Cette structure qui dispose d'un accès à tous les systèmes d'information de la banque a pour mission de surveiller la qualité des engagements, d'appréhender dans une optique préventive les dégradations des risques (impayés, gel des comptes, etc.) et d'en assurer un suivi. Elle organise sur la base d'indicateurs internes un suivi rapproché des créances sensibles qui est opéré par un Comité mensuel dédié.

Elle identifie les créances qui relèvent du déclassement en « souffrance », selon les critères édictés par le régulateur en la matière et les provisionne en conséquence. Ces décisions sont validées par un Comité dédié pour assurer une parfaite couverture des risques et conformité aux normes réglementaires.

Recouvrement

Pour le marché Retail et PRO/TPE, le réseau réalise le recouvrement du premier impayé sur les clients segmentés risque faible et sur les débits jusqu'à 30 jours de retards. Les structures centrales de recouvrement prennent en charge le recouvrement dès le premier impayé sur les clients segmentés risque moyen et élevé ainsi que le débit dès 30 jours de retard.

Pour le marché PME/PMI et Grandes Entreprises, il est assuré par les chargés d'affaires avec, selon les cas et sur décision de comité dédié ou à la demande de la ligne commerciale, l'appui d'une structure centrale dédiée.

Le Conseil de Surveillance peut décider la création de comités permanents et/ou temporaires chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président voudrait soumettre, pour avis, à leur examen destinées à faciliter le bon fonctionnement du Conseil de Surveillance et à concourir efficacement à la préparation de ses décisions. Il n'existe, à date, aucun comité de ce type autre que ceux sus-cités.

2. Le Directoire

2.1 Composition du Directoire

Selon l'article 141 des statuts de la Banque, le Directoire est constitué de deux à sept membres désignés par le Conseil de Surveillance.

Au 30 juin 2024, le Directoire est composé des trois membres suivants :

Nom	Fonction	Première élection	Dernier renouvellement	Echéance du mandat en cours
Ali Benkirane	Président du Directoire	Conseil de Surveillance du 06/12/2022	Conseil de Surveillance du 13/06/2024	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026
Said Jabrani	Membre du Directoire en charge de la Banque Commerciale	Conseil de Surveillance du 07/03/2023	Conseil de Surveillance du 13/06/2024	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026
Younes Lahlou	Membre du Directoire en charge du Fonctionnement	Conseil de Surveillance du 07/11/2023	Conseil de Surveillance du 13/06/2024	Assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026

2.2 Fonctionnement du Directoire

Le fonctionnement du Directoire est régi par les dispositions légales et statutaires ainsi que par son règlement intérieur.

a) Rôle et pouvoirs du Directoire en application des dispositions légales et statutaires

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre en toutes circonstances, au nom de la Banque, toutes décisions concourant à la réalisation de son objet social et pour faire ou autoriser tous actes de gestion et de disposition, et ce, sous réserve des pouvoirs attribués par la Loi 17-95 et les statuts au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'Actionnaires.

au Recouvrement et Restructuration de créances. Si le dossier passe en "Compromis", il est pris en charge par la Direction du Recouvrement qui poursuit le recouvrement et opère en parallèle les poursuites judiciaires.

Tout le processus de décision et de surveillance des risques est traçable et auditable.

Notation interne

Le Crédit du Maroc dispose d'un système de notation. Il couvre toutes les créances entreprises (PME/PMI, Grandes entreprises et entreprises des secteurs de la promotion immobilière et de l'hôtellerie), sauf les banques et les institutions financières qui disposent d'une notation spécifique.

Le système de notation du Crédit du Maroc est conforme aux préconisations de Bâle 2.

Le système repose sur une appréciation quantitative et qualitative. Il fait intervenir les différents acteurs du processus de décision : les chargés d'affaires, les risques et les décisionnaires.

Le système de notation du Crédit du Maroc est backtesté annuellement.

Pour la Banque de Réseau, tous les crédits à la consommation sont soumis à un score d'octroi soit propre au Crédit du Maroc, ou soit celui du partenaire Wafasalaf et ce, en fonction de critères bien définis.

Grille de notation Corporate.

Elle comporte 13 échelons de A à E, avec des échelons intermédiaires, pour les contreparties saines et 2 échelons F et Z, pour les contreparties en défaut, dont le dernier pour les contreparties en recouvrement juridique.

Ces échelons sont compatibles avec les échelles de notation des principales sociétés de rating internationales : Standard & Poor et Moody's.

Délégation

La notation est un élément essentiel du processus de décision. Elle conditionne le niveau de délégation.

Risques sensibles : Les contreparties présentant des signes de fragilité sont suivies dans le cadre du comité mensuel d'anticipation et de suivi des Risques Sensibles sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs.

2.2 Risque de marché

Les activités de marché sont encadrées par des limites globales et opérationnelles définies dans le cadre de la stratégie risques de la banque.

Le format de limites, qu'elles soient globales ou opérationnelles, sont de trois natures : quantitative (VaR, Stress, sensibilités détaillées), qualitatif (produits autorisés, devises autorisées, maturité max...) et des seuils de perte. Les sets de limites concernent les activités de la direction marchés des capitaux dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle (Activités FX, obligataires, prêts/emprunts, Repos) ainsi que les activités de marché de la trésorerie de la banque.

Organisation de la filière

Les activités de marchés sont organisées en trois domaines indépendants :

- Le Front Office

Le Front Office est littéralement l'interface de la banque avec le marché. Il centralise et traite tous les besoins de la banque et de ses clients en termes de couverture et financement. Il engage la banque dans le respect des limites internes de marché, des limites réglementaires et des lignes de crédit qui lui sont accordées.

Il est rattaché hiérarchiquement à la DGA Corporate du pôle Développement.

- Le Middle Office

Le Middle Office assure les contrôles et le respect des limites fixées par les Risques.

- Le Back-Office

L'Office suit le traitement post-marché des opérations : confirmation, paiement, règlement - livraison et comptabilité.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction des Services Bancaires à la Clientèle.

• Pôle RMF (Risques de Marché et Financier)

En matière de suivi et de contrôle des activités de la Salle des Marchés, RMF a en charge :

- le suivi du respect des limites, que celles-ci soient quantitatives (niveaux de risque), qualitatives (instruments, devises ou maturités autorisés) ou relatives aux niveaux de perte tolérée ;
- le traitement des dépassements (analyse des raisons, mode et délai de régularisation...);

- la surveillance des risques et des résultats en liaison avec l'évolution des marchés ;
- l'analyse et le contrôle des P&L de gestion ;
- la production et le contrôle de la qualité des indicateurs de risques ;
- le Back testing de la VaR (Value at Risk) ;
- la production et l'analyse des stress scenarios ;
- la vérification des données de marché ;
- la vérification que le Back Office s'est assuré de la cohérence des stocks entre outil Front Office et données comptables ;
- la production et analyse des états de suivi de l'exposition aux risques.

Il est rattaché hiérarchiquement à la Direction Contrôle Central des Risques.

Le suivi des risques doit être effectué aux différents niveaux de l'établissement avec des séparations de pouvoir entre le front office, le middle office, le back office, les risques et le contrôle financier, autrement dit entre ceux qui passent les ordres et ceux qui les contrôlent.

Ainsi, cette organisation permet :

- de s'assurer en permanence du respect des procédures, des normes et des limites mises en place ;
- d'analyser les causes du non-respect éventuel des procédures et des limites ;
- d'informer les entités et / ou les personnes désignées à cet effet de l'ampleur des dépassements et des actions correctrices qui sont proposées ou entreprises.

En termes d'outils informatiques, la banque dispose d'un système front-to-back Arpson avec des fonctionnalités de suivi des risques et de calcul des résultats. Le Pôle des Risques de Marché et Financier a accès à ces informations et dispose d'outils complémentaires pour mener à bien ses analyses.

Principaux risques et dispositif de contrôle

Les risques de marché ou risques de variation de prix, représentent les pertes potentielles suite à des mouvements adverses de cours, de prix ou de niveaux de taux.

Risques de taux : Ils représentent les risques d'encourir des pertes suite aux variations du niveau absolu du taux d'intérêt, d'un spread entre deux courbes de taux ou de la déformation de la courbe. Il existe plusieurs composantes pour ce risque : risque directionnel, risque de pente et risque de base ou de spread.

Ce risque concerne le trading sur titres et la trésorerie. Il est encadré par un dispositif de limites quantitatives (VaR, Stress, nominal et sensibilités détaillées).

Risque de change : C'est le risque d'encourir des pertes suite aux variations du cours des devises étrangères par rapport à la monnaie de référence ou monnaie locale.

Les positions sont encadrées par des limites réglementaires et des limites internes (VaR, Stress, nominal individuelle et globale, Loss alert...).

Risques liés aux défauts : une part importante des risques pris par les établissements financiers sur les marchés se trouve liée aux événements de défauts (défaillance d'une ou plusieurs contreparties, risque de non-transfert...).

Les opérations de marché peuvent générer :

- des risques de règlement/livraison ;
- des risques de variation.

Une transaction peut comporter un seul de ces risques ou une combinaison de deux ou trois. Une opération de change à terme génère des risques de variation et de livraison.

En effet, si l'un des intervenants fait défaut alors que l'autre contrepartie a déjà rempli ses propres obligations, à savoir ; livrer des fonds, alors la perte porte sur la totalité du montant (nominal) de la transaction (à la livraison), c'est le risque de livraison ou non concomitance des flux échangés.

Ce risque affecte le change (comptant et terme), les swaps de change (swaps de trésorerie ou cambiste). Pour les opérations sur titres (ferme ou temporaire), ce risque n'existe pas du fait que les transactions sont effectuées via un système DVP (Delivery Versus Payment).

Si par contre la défaillance intervient entre la négociation et la livraison, alors la perte potentielle correspond à la variation du cours de change entre le cours négocié et le cours prévalant sur le marché au moment où il faut trouver une nouvelle contrepartie de remplacement, il s'agit du coût de remplacement et c'est le risque de variation.

Ces risques sont encadrés par des limites individuelles sur les contreparties y compris les correspondants de la salle des marchés et accordées par la banque dans le cadre de l'étude de risque annuelle.

Le calcul des consommations de VaR (Value at Risk) du CDM est réalisé via l'outil Global View Risk alimenté en données de risques de marché (vecteurs de sensibilités, positions de change, courbe de taux MAD) par les outils de CDM.

Aussi, GVR calcule aussi de manière automatisée des stress historiques (crises de 1994, de 1997, subprimes, Covid-19, etc.) selon des chocs observés qui sont paramétrés dans l'outil, ainsi que des stress hypothétiques (resserrement liquidité, tensions internationales, etc.).

Enfin, les résultats quotidiens des activités de trading (sur bonds et sur le change) sont alimentés dans un autre outil et la VaR fait l'objet d'un back-testing.

Des travaux de remplacement de GVR et de CADRE par un outil disposant des mêmes fonctionnalités sont en cours afin d'autonomiser le CDM avant la fin du premier semestre 2023.

Ségrégation des Banking et Trading books

Afin d'assurer d'une gestion saine et prudente de sa Trésorerie ainsi que de la couverture de ses risques propres, le CdM a mis en place une réorganisation de ses portefeuilles et centres de profits (découpage des activités par desk) en phase avec l'arborescence risques. Cette réorganisation assure une séparation entre le banking book (ALM & activités de trésorerie) et les activités de la direction des marchés de capitaux (DMC) dont le rôle est d'assurer des opérations d'intermédiation avec la clientèle.

2.3 Risques Opérationnels

Le Crédit du Maroc a adopté la définition issue des recommandations de Bâle 2 pour le risque opérationnel. Il s'agit des pertes résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus.

Dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par la banque vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients produits et pratiques commerciales, dommages aux actifs corporels, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

1. Les principaux enjeux

- La maîtrise du coût des risques opérationnels ;
- La Prévention des grands risques ;
- L'optimisation de la couverture des risques ;
- L'intégration du triple impact réglementaire à savoir le pilotage par les fonds propres, la supervision réglementaire et la communication financière.

2. Les composantes du dispositif

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en œuvre s'articule autour de quatre composantes :

La composante organisationnelle

La surveillance des risques opérationnels est confiée à une entité relevant des Risques et contrôles permanents, structure faitière du dispositif de contrôle interne de la banque.

Le système d'audit interne vérifie périodiquement que le dispositif de gestion des risques opérationnels est mis en œuvre avec efficacité au niveau de l'ensemble de l'établissement.

Le Directoire assure un suivi régulier de la situation des risques via le Comité de Contrôle Interne présidé par le Président du Directoire.

Le Conseil de Surveillance, via le Comité d'Audit et le Comité des Risques, est informé des risques importants et s'assure de la prise en compte de ces risques.

La composante qualitative

Elle permet d'évaluer et de prévenir les risques à travers la cartographie des risques opérationnels.

La composante quantitative

Elle permet de mesurer et surveiller le coût du risque et les incidents à travers le suivi des pertes et la mise en place d'un dispositif d'alerte. Elle permet de mesurer et surveiller le coût du risque et les incidents à travers le suivi des pertes et la mise en place d'un dispositif d'alerte.

La composante d'allocation de fonds propres

Par prudence, l'établissement a retenu une allocation

des fonds propres basée sur la méthode « indicateurs de base » avec l'objectif d'évoluer rapidement vers la méthode « standard ».

3. Sécurité des systèmes d'information

La sécurité des systèmes d'informations est assurée avec la mise en place d'une politique de sécurité et d'un dispositif de contrôle permanent. Des tests annuels d'intrusions et de vulnérabilité, ainsi que des évaluations de la sécurité des systèmes d'informations sont réalisés.

4. Plan de Continuation des Activités

Pour assurer la continuité des activités de la banque en cas de sinistre, l'établissement dispose d'un Plan de Continuité d'Activités (PCA), composé :

- d'un Plan de Secours informatique pour secourir les services informatiques critiques ;
- d'un Plan de Repli Utilisateurs avec aménagement d'un site de repli devant servir en cas de sinistre ;
- d'un dispositif de gestion de crise ;
- d'un dispositif de continuité d'activité spécifique au scénario de pandémie grippale.

Ce PCA est régulièrement testé et amélioré.

5. Prestations de services essentielles externalisées

Elles sont encadrées par un dispositif spécifique.

Les Conventions de services comprenant des indicateurs de qualité ont permis à l'établissement d'intégrer le suivi de ces activités dans le dispositif de contrôle interne.

2.4 Gestion Actif - Passif

La démarche de la gestion Actif-Passif (ALM) est une démarche d'identification, de mesure, de contrôle et de couverture des risques financiers pouvant affecter le bilan de la banque.

Il s'agit principalement des risques de liquidité, de taux et de change.

Gouvernance

Au Crédit du Maroc, la gestion Actif-Passif est assurée par la Direction Gestion Financière qui rapporte à la Direction Finances Groupe et au comité ALM.

Risque de taux d'intérêt global (RTIG)

C'est le risque de voir les résultats de la banque affectés défavorablement par les mouvements de taux d'intérêt. Ces mouvements ont une influence sur les rémunérations et les coûts générés par les produits et instruments financiers (actifs, passifs et instruments de hors bilan), dont dispose la banque. En conséquence, leurs mouvements ont un impact direct sur le résultat généré mais aussi sur la valeur actuelle des différents revenus futurs.

Il convient donc d'appréhender correctement la manière dont les mouvements de la courbe des taux peuvent impacter les marges de la banque.

La mesure du RTIG fait appel à une approche statique, basée sur plusieurs modèles afin de transformer les données mensuelles en indicateurs de risque quantifiables sur toute la durée de vie future du bilan.

La mesure principale et obligatoire du RTIG est le gap de taux d'intérêt qui représente sur chaque période la différence signée entre les passifs et les actifs à taux fixe (encours et taux de cession interne associés) dans une devise donnée.

Le Risque de Taux d'Intérêt Global est la résultante de différentes composantes de risque qui sont notamment représentées par des gaps :

- Un risque directionnel sur opérations à taux fixe : Le gap « Taux fixe ».
- Un risque optionnel sur les options explicites (caps, floors ...) si la banque a développé des modèles d'options, et implicites s'agissant notamment des remboursements anticipés sur les crédits.
- Un risque de base sur les opérations à taux révisable et variable induit par des dé-corrélations entre les index : Les gaps d'Index.

Bank Al-Maghrib a publié en mars 2021 une nouvelle circulaire qui encadre la mesure du risque de taux d'intérêt inhérent au portefeuille bancaire et fixe de nouvelles exigences en matière de fonds propres économiques. Cette circulaire est entrée en vigueur en juin 2021.

Les principaux changements introduits par cette nouvelle réglementation qui impacte considérablement l'appréciation du risque de taux du Banking Book :

- Les postes non sensibles aux taux d'intérêts notamment les Fonds Propres de Base, les titres de transactions, les titres de négociation ainsi que leurs ressources de marché ne sont pas pris en compte dans l'exposition au risque de taux.
- Les flux de Trésorerie prévisionnels sont ventilés sur

20 tranches de maturités.

- La limite réglementaire sur les Fonds Propres est revue à la baisse passant de 20% des fonds propres globales à 15% des fonds propres de catégorie 1 (CET1). A noter que le régulateur a prévu une période transitoire pour le respect du minimum réglementaire sur le EvE : 20% des FP globales au 31-12-21, 20% des FP CET1 au 31-01-22, 15% des FP CET1 au 01-01-23.
- L'identification du risque de base en précisant pour les instruments à taux variables, la date de révision, la référence considérée pour l'indexation et les taux appliqués.
- Le calcul de la durée de vie moyenne des flux du bilan et du hors bilan actualisés, conformément à une formule de duration spécifique.
- L'application de 6 scénarii de chocs de taux d'intérêt sur trois devises : MAD / EUR / USD.

Un dispositif d'encadrement et de contrôle a été mis en place au Crédit du Maroc. Des limites en volume ont été fixées.

Le risque de liquidité

Il est défini comme étant le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance. Il peut prendre deux formes :

- **Risque d'illiquidité** : se traduisant par l'incapacité de la banque à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme, notamment un retrait massif de dépôts ;
- **Risque de transformation** : où le terme des emplois est en général supérieur au terme des ressources, transformation inhérente à l'activité bancaire.

Le risque de liquidité se situe à trois niveaux :

- **Funding risk** : risque qui se traduit par la nécessité d'obtenir de nouvelles ressources lorsqu'une des ressources dont la banque disposait par le passé n'est plus disponible (par exemple lors de retrait massif sur les dépôts à vue).
- **Time risk** : risque qui apparaît lorsque la banque ne peut obtenir des rentrées d'argent pourtant attendues (par exemple, incapacité de remboursement d'un prêt par un client).
- **Call risk** : risque relatif à l'obtention de nouvelles ressources (suite par exemple à des emprunts importants sur des lignes de crédits).

L'approche en liquidité met en évidence la situation de transformation de la banque. Elle permet de mesurer les besoins de funding à court, moyen et long terme ou l'importance des excédents de liquidité à replacer par type de maturité.

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité, le Comité ALM a pour fonction de :

- Approuver la stratégie globale en matière de gestion du risque de liquidité.
- Gérer la trésorerie MLT de la banque.
- Mettre en place une approche pour mesurer et suivre du risque de liquidité.
- Etablir un système de limites appropriées encadrant les principaux indicateurs utilisés.
- Veiller à ce que des simulations de scénarios de stress soient effectuées en vue d'évaluer la capacité de la banque à faire face à des situations de crise de liquidité.
- Décider du plan d'urgence destiné à être mis en œuvre en cas de tensions ou de crises de liquidité.
- Prévoir les instruments et les stratégies de couverture du risque de liquidité.
- Définir le système de reporting dans les situations normales ou de crise de liquidité.
- Veiller au respect des coefficients réglementaires, dont le Liquidity Coverage Ratio (LCR).

En plus du Comité ALM trimestriel, un Comité Trésorerie mensuel a été instauré en janvier 2016 avec pour objectif, entre autres, de piloter de façon opérationnelle la trésorerie court terme de la banque.

Conventions d'écoulement

Les modèles ALM au sein de la banque suivent une logique de « Run Off » à partir d'un bilan constaté à la date de calcul. Cette approche permet d'avoir une vision sur l'écoulement du bilan dans le temps et d'avoir une mesure précise de la marge sous une hypothèse de cessation d'activité dénuée de toute prise en compte d'une production commerciale ou activité financière future.

Les règles d'écoulement se fondent sur une approche segmentée des encours. Par cette segmentation, elles s'appuient sur la définition de populations homogènes en termes de « comportement » (au sens statistique). Ces modèles sont le socle commun à la mesure des risques de taux et de liquidité et au pilotage de la marge. Ils servent :

- d'une part pour le calcul du RTIG et donc influencent les prises de décisions en matière de couverture.
- d'autre part pour le calcul des taux de cession internes entre le pool commercial et le pool ALM. A ce titre, ils déterminent les marges analytiques des crédits et de la collecte.

Les modèles ALM, calibrés et revus annuellement, doivent minimiser le risque de sur-couverture ; dans ce sens l'étude statistique a pour principaux objectifs :

- Éliminer le risque de concentration : Si une faible fraction de clients détient une forte proportion de l'encours, l'encours global est susceptible de chuter brutalement de façon imprédictible. La règle de prudence demande donc à ce que cette fraction d'encours soit retirée (part volatile).
- Tenir compte des cycles / saisonnalités : Si l'historique d'encours présente des saisonnalités, la variable « solde des comptes » sera remplacée par « moyenne glissante des soldes des comptes », cette moyenne étant calculée sur une période suffisamment longue pour s'affranchir des effets de cycle.
- Conserver la pertinence sur la durée afin de garder une logique commerciale d'écoulement.

Risque de change (Banking Book)

Le risque de change du Banking book est suivi et géré par le Comité ALM qui prend connaissance des expositions et de leur évolution à travers les reportings trimestriels mis en place.

La fonction ALM suit l'ensemble des positions de change de la banque, à l'exception des positions gérées dans le cadre des activités de trading, et ce dans le cadre des normes internationales relatives à la mesure et l'encadrement du risque de change.

Dans le cadre du risque de change, le Comité ALM a comme principaux objectifs :

- Analyser le risque
- Valider la proposition de limites et leur compatibilité avec les limites globales et réglementaires
- Vérifier le respect de ces limites
- Valider les propositions de gestion

Les Positions de Change Opérationnelles (PCO) peuvent se mesurer en méthode « flux » ou « stock ». Pour le Crédit du Maroc, cette position se compose des positions de change virement bilan et hors bilan de la clientèle, ainsi que l'encaisse en billets de banque.

Les positions de change structurelles (PCS) résultent principalement des prises de participations dans des établissements en devises étrangères. A noter, toutefois, l'exception des participations en devise comptabilisées à la JVR (juste valeur par résultat) qui sont à prendre en compte dans la position de change opérationnelle et non structurelle dans la mesure où la position de change induite est réévaluée par contrepartie du compte de résultat. Pour le Crédit Du Maroc, cette position se compose de la position en USD sur les titres de participation de la filiale « CDM International » qui fait l'objet d'un encadrement par une limite globale en montant.

Système de mesure

Le pilotage des risques financiers est géré dans ATLAS, outil opérationnel depuis 2008.

3. Application des recommandations du Comité de Bâle

L'accord de Bâle 2 repose sur 3 piliers :

Pilier 1 : Calcul des exigences minimales en fonds propres. Il couvre trois types de risques : Risque de crédit, Risque opérationnel et Risque de marché. Plusieurs méthodes sont proposées aux banques selon les risques, notamment « standard » et « notation interne », pour les risques de crédit, « indicateur de base », « standard » et « standard avancé », pour le risque opérationnel.

Pilier 2 : Dispositif sur les processus de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes.

Pilier 3 : Dispositif sur la discipline de marché imposant une transparence accrue en matière d'information sur les publications financières et sur les risques.

Dès la publication des textes par le Régulateur, le Crédit du Maroc a engagé un chantier de mise en conformité

avec les dispositions réglementaires.

Pour le pilier 1, le Crédit du Maroc a opté pour la méthode « standard » en ce qui concerne le risque de crédit, la « Méthode de base » pour le risque opérationnel.

4. Perspectives

Le Crédit du Maroc compte poursuivre la mise en œuvre de l'usage des indicateurs bâlois avancés, qui entraîneront de profonds changements dans la conduite des activités.

Ces changements visent notamment à :

- adapter la politique d'allocation des fonds propres aux activités ;
- mieux prendre en compte les évolutions dans les processus d'octroi (consommation des Fonds propres, rentabilité, coût du risque, etc...) ;
- garantir la fiabilité des informations sur les risques, etc...
- renforcer la capacité d'anticipation des risques

Les processus impactés ont été identifiés et les chantiers nécessaires à leur adaptation sont engagés selon un planning établi par une équipe projet et validé par le Comité de pilotage des risques, présidé par le Président du Directoire.

5. Gestion du capital et adéquation des fonds propres du groupe

Le troisième pilier de l'accord de Bâle vise à promouvoir la discipline du marché à travers la publication d'un ensemble de données venant compléter la communication financière. L'objectif de cette communication est de permettre aux acteurs du marché d'apprécier les éléments d'information essentiels sur les fonds propres, les expositions aux différents types de risques, le pilotage interne des fonds propres et, par conséquent, l'adéquation des fonds propres du groupe Crédit du Maroc à son profil de risque.

5.1 Composition des Fonds Propres

Le groupe est tenu de respecter sur base individuelle et consolidée un ratio sur fonds propres de base au moins égal à 8,0% (incluant un coussin de conservation de 2,5%), un ratio sur fonds propres de catégorie 1 au moins égal à 9,0% et un ratio sur total fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 au moins égal à 12,0%. Les fonds propres prudentiels du groupe Crédit du Maroc sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 1 sont déterminés à partir des fonds propres de base et des fonds propres additionnels en tenant compte des retraitements prudentiels. Ces retraitements consistent principalement en l'anticipation des dividendes à distribuer, de la déduction des écarts d'acquisition et des actifs incorporels ainsi que des participations ne figurant pas dans le périmètre de consolidation et détenues dans le capital des établissements de crédit et assimilés au Maroc et à l'étranger et des entités exerçant les opérations connexes à l'activité bancaire au Maroc et à l'étranger ainsi que des filtres prudentiels.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés essentiellement de dettes subordonnées dont l'échéance initiale est d'au moins 5 ans. Une décote de 20% annuellement est appliquée aux dettes subordonnées de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

5.2 Ratio de Solvabilité

Au 30 Juin 2024, les ratios du Groupe se présentent comme suit :

Evolution Ratio de solvabilité.

(en milliers de dirhams)

	30/06/2024	31/12/2023
Fonds propres de catégorie 1	6 030 376	5 986 956
Total fonds propres	7 052 492	7 008 784
Risques pondérés	52 802 909	48 101 656
Ratio sur fonds propres de base (T1)	11,42%	12,45%
Ratio de solvabilité	13,36%	14,57%

5.3 Exigence en fonds propres et actifs pondérés du groupe Crédit du Maroc

Les risques pondérés sont calculés en approche standard pour les risques de crédit, de contrepartie et les risques du marché et en méthode d'indicateurs de base pour les risques opérationnels.

	Pilier I	
	Risque couvert	Méthode d'évaluation et de gestion
Risque de crédit	✓	Méthode standard
Risque de marché	✓	Méthode standard
Risque opérationnel	✓	BIA (Basic Indicator Approach)

Évolution des risques pondérés du Crédit du Maroc.



Détail et variation des RWA

(en milliers de dirhams)

	déc-23		juin-24		Variation	
	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres	Actifs pondérés	Exigences en fonds propres
Risque de crédit	42 375 958	3 390 077	46 660 407	3 732 833	4 284 449	342 756
Dont Souverain	8 167	653	40 774	3 262	32 607	2 609
Dont Établissements	2 870 776	229 662	3 018 021	241 442	147 245	11 780
Dont Entreprises	26 987 922	2 159 034	30 032 475	2 402 598	3 044 554	243 564
Dont Clientèle de détail	9 696 433	775 715	10 384 646	830 772	688 212	55 057
Risque de Marché	755 608	60 449	920 776	73 662	165 168	13 213
Risque Opérationnel	4 970 090	397 607	5 221 726	417 738	251 636	20 131
Total	48 101 656	3 848 133	52 802 909	4 224 233	4 701 252	376 100

1. Risque de crédit

Le montant du risque de crédit pondéré est calculé en multipliant les éléments d'actifs et du hors bilan par les coefficients de pondération prévus par la réglementation. Le risque de crédit dépend essentiellement de la nature de l'engagement et de la contrepartie.

Le risque pondéré est calculé à partir de l'exposition nette atténuée par les garanties ou les suretés et pondérée par le taux de pondération.

Les engagements hors bilan sont également pondérés par le facteur de conversion risque crédit.

2. Risque de marché

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes liés aux variations des prix de marché. Ils recouvrent :

- les risques relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- le risque de change et le risque sur produits de base encourus pour l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Le risque de marché est composé du :

• Risque de taux d'intérêt

Le calcul du risque de taux d'intérêt concerne les produits de taux faisant partie du portefeuille trading. Celui-ci est la somme du risque général de taux et risque spécifique de taux.

Le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de taux d'intérêt général se fait selon la méthode de l'échéancier. Le risque spécifique est calculé à partir de la position nette, sa pondération dépend de la nature de l'émetteur du titre et de la maturité.

• Risque sur titres de propriété

Le calcul du risque sur les titres de propriété concerne : les positions sur actions, options sur actions, futures sur actions, options sur index, autres dérivés avec comme sous-jacent une action ou un index. Celui-ci est la somme du risque général sur titre de propriété et du risque spécifique sur titre de propriété.

L'exigence en fonds propres au titre du risque général sur titres de propriétés représente 8% de la position nette globale.

Le risque spécifique est calculé sur la position globale en appliquant les pondérations listées par le régulateur suivant la nature de l'actif.

• Risque de change

L'exigence en Fonds propres au titre du risque de change est calculée lorsque la position nette globale dépasse 2% des capitaux de base. La position nette globale correspond à la position la plus forte entre la somme des positions courtes et celle des positions longues pour la même devise.

Détail Risque de marché

(en milliers de dirhams)

Exigences en fonds propres	31/12/2023	30/06/2024
Risque de taux	44 534	48 160
Risque spécifique de taux	2 487	5 354
Risque général de taux	42 047	42 806
Risque de change	15 914	25 502
Total	60 449	73 662

3. Risque opérationnel

l'aide des PNB annuels des trois derniers exercices en utilisant la méthode des indicateurs de base. L'exigence en fonds propres est 15% x la moyenne du PNB des trois derniers exercices.

5.4 ICAAP (Internal Capital Adequacy Process)

Le processus d'évaluation et d'adéquation du capital interne est un processus qui vise, d'une part à assurer en permanence un équilibre entre les fonds propres de la banque et l'ensemble des risques encourus, et anticiper tout déséquilibre pouvant nuire à sa viabilité financière et la continuité de son activité et d'autre part, à mettre en œuvre les solutions de rétablissement appropriées.

C'est un processus qui apporte une contribution substantielle à l'évaluation :

- Du modèle d'activité de la banque ;
- De la gouvernance interne et la gestion globale des risques ;
- Des risques majeurs – appétence aux risques ;
- Des exigences en capital réglementaire et interne ;
- Du pilotage des fonds propres prudentiels (pilier 1 et 2).

La démarche ICAAP est un processus en enrichissement continu, qui évolue à la demande des dirigeants, pour prendre en compte les évolutions réglementaires (Directive 3/W/2021 et exigences croissantes de BAM) et intégrer les meilleures pratiques internationales.

Le cadre général d'appétence aux risques présente l'ICAAP comme l'un de ses dispositifs opérationnels clés.

Pour l'exercice ICAAP 2021, ce cadre a été respecté et enrichi. Ainsi, le Conseil de Surveillance a été régulièrement informé des évolutions significatives de l'ICAAP, les comptes rendus du Comité des risques lui ont été régulièrement faits. Les dernières évolutions de l'ICAAP ont été inscrites à l'ordre du jour de la réunion du Directoire.

L'appropriation du dispositif s'est enfin renforcée via :

- Une formation ICAAP dispensée aux membres du Directoire ainsi qu'aux membres du Conseil de Surveillance en 2021 ;
- Une prise en charge renforcée par la Direction Financière, qui assure la centralisation du dispositif ICAAP, et qui a réalisé, sur l'exercice écoulé, d'importants travaux d'amélioration et de renforcement du dispositif (Cf. Evolutions majeurs intégrées dans le dispositif ICAAP 2021) ;
- Un appui technique d'un cabinet externe dans une perspective d'amélioration continue du dispositif ICAAP et afin d'intégrer les meilleures pratiques internationales ;
- Les éléments clés de l'ICAAP sont intégrés aux états de reporting adressés aux instances dirigeantes, ainsi qu'au Conseil Surveillance, et enrichis d'une dimension prospective régulièrement actualisée.

COÛT DU RISQUE (2.1)

(En milliers de DH)

CONSOLIDE	30/06/2024	30/06/2023
Dépréciations sur actifs sains (Bucket 1 et Bucket 2)	-24 673	1 200
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	-4 358	10 967
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	522	3 420
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-4 264	8 216
Engagements par signature	-616	-669
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-20 315	-9 767
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-11 016	-10 891
Engagements par signature	-9 299	1 124
Dépréciations sur actifs dépréciés (Bucket 3)	-43 742	-27 733
Bucket 3 : Actifs dépréciés	-43 742	-27 733
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-73 959	-3 569
Engagements par signature	30 216	-24 164
Autres actifs	-18 688	-23 666
Risques et charges	-18 874	17 017
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-105 978	-33 182
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-14 673	-142 735
Récupérations sur prêts et créances comptabilisés au coût amorti	8 780	9 850
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-	-
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-	-
Autres produits	-	-
Coût du risque de crédit	-111 870	-166 067

PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS (2.3)

(En milliers de DH)

LIBELLE	30/06/2024			30/06/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Sur opérations internes	-	-	-	-	-	-
Sur opérations avec la clientèle	32 887	-	32 887	30 672	-	30 672
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	4 848	1 502	3 345	7 779	1 981	5 798
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	215 466	22 872	192 594	194 926	19 476	175 450
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	17 587	144	17 443	14 372	478	13 894
Produits nets des commissions	270 788	24 519	246 269	247 749	21 935	225 813

GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS (2.4)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	30/06/2023
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-3 547	-7 273
Plus values de cession	35	11
Moins value de cession	-3 582	-7 284
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus values de cession	-	-
Moins value de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	-3 547	-7 273

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (2.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	30/06/2023
Dividendes reçus	393	-
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	63 683	23 932
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	6 656	-1 604
Plus ou moins values de cessions réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	148 152	145 828
Résultat de la comptabilité de couverture	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	218 885	168 156

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (2.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	30/06/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
Dont dividendes sur instruments décomptabilisés au cours de la période	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-

PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS (2.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	30/06/2023
Sur les actifs financiers au coût amorti	1 504 590	1 273 639
Opérations avec les établissements de crédit	126 206	76 753
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Opérations avec la clientèle	1 330 400	1 155 843
Opérations de location-financement	47 984	41 043
Titres de dettes	-	-
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	34 371	31 813
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	34 371	31 813
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	5 069	6 099
Produits d'intérêts	1 544 030	1 311 552
Sur les passifs financiers au coût amorti	262 412	181 187
Opérations avec les établissements de crédit	36 422	35 027
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Opérations avec la clientèle	225 990	146 161
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	95 146	47 577
Charges d'intérêts	357 557	228 765

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (3.1)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	81 063	614 030
Emprunts de trésorerie au jour le jour	-0	-0
Emprunts de trésorerie à terme	292 516	326 783
Valeurs données en pension au jour le jour	-	-
Valeurs données en pension à terme	-	-
Emprunts financiers	756 876	37 320
Autres	339 779	159 139
Valeur au bilan	1 470 234	1 137 272

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE (3.1)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	38 792 116	36 071 327
Comptes à terme	4 457 603	3 993 319
Comptes d'épargne	10 192 159	10 070 845
Autres comptes créditeurs	1 336 300	1 619 935
Valeur au bilan	54 778 179	51 755 426

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE (3.1)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Bons de caisse	-	-
Certificats de dépôt	3 501 597	3 424 402
Titres de créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	3 501 597	3 424 402

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 099 485	6 012 399
Prêts et créances sur la clientèle	54 911 005	51 061 669
Titres de dettes	909 118	1 397 240
Valeur au bilan	60 919 608	58 471 308

TITRES AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	909 118	1 397 240
Total	909 118	1 397 240
Dépréciations	-	-
Valeur au bilan	909 118	1 397 240

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	3 513 483	3 455 408
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	3 513 483	3 455 408
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	-	-
Valeurs reçues en pension	1 010 448	2 201 870
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	579 391	359 336
Valeur brute	5 103 322	6 016 614
Dépréciations	-3 837	-4 215
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	5 099 485	6 012 399
Opérations internes au Crédit du Maroc	-	-
Comptes ordinaires	-	-
Comptes et avances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total prêts et créances internes au Crédit du Maroc	-	-
Valeur au bilan	5 099 485	6 012 399

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI (3.2)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	13 699 276	12 320 104
Autres concours à la clientèle	39 227 854	37 016 848
Valeurs reçues en pension	756 409	1 087 882
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	3 036 694	2 733 370
Valeur brute	56 720 233	53 214 603
Dépréciations	-3 716 834	-3 627 722
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	53 003 400	49 586 881
Opérations de location-financement	-	-
Location-financement immobilier	617 059	494 767
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	1 435 087	1 185 098
Valeur brute	2 052 147	1 679 865
Dépréciations	-144 542	-148 678
Valeur nette des opérations de location-financement	1 907 605	1 531 187
Valeur au bilan	54 911 005	51 061 669

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKETS SOUS IFRS 9 (3.2)

(En milliers de DH)

30/06/2024	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 609 788	-	-	978	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	1 609 788	-	-	978	-	-
Actifs financiers au coût amorti	55 081 143	5 368 573	4 333 784	177 904	428 461	3 257 528
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	4 878 289	225 034	-	3 836	1	-
Prêts et créances sur la clientèle	49 293 736	5 143 539	4 333 784	174 068	428 460	3 257 528
Titres de dettes	909 118	-	-	-	-	-
Actifs financiers	56 690 932	5 368 573	4 333 784	178 883	428 461	3 257 528
Engagements Hors bilan	4 559 122	233 927	160 463	15 268	41 411	155 776

31/12/2023	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 055 779	-	-	1 500	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	1 055 779	-	-	1 500	-	-
Actifs financiers au coût amorti	52 306 681	5 650 246	4 294 996	174 488	417 444	3 188 682
Prêts et créances sur les établissements de crédit et banques centrales	5 791 580	225 034	-	4 202	13	-
Prêts et créances sur la clientèle	45 117 861	5 425 212	4 294 996	170 287	417 431	3 188 682
Titres de dettes	1 397 240	-	-	-	-	-
Actifs financiers	53 362 459	5 650 246	4 294 996	175 988	417 444	3 188 682
Engagements Hors bilan	4 073 638	265 724	213 142	14 653	32 112	185 992

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (3.3)

(En milliers de DH)

	30/06/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 608 810	1 938	-	1 054 279	548	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	-	-
Total	1 608 810	1 938	-	1 054 279	548	-

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (3.3)

(En milliers de DH)

30/06/2024	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	1 606 043	1 938	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 767	-	-
Total des titres de dettes	1 608 810	1 938	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 608 810	1 938	-
Impôts	-	-761	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)	-	1 178	-

31/12/2023	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	1 063 414	548	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-9 135	-	-
Total des titres de dettes	1 054 279	548	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 054 279	548	-
Impôts	-	-211	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)	-	337	-

COMPTES DE RÉGULARISATION, AUTRES ACTIFS ET PASSIFS (3.4)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 872	2 955
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	24 082	-
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	85 386	16 185
Autres débiteurs et actifs divers	385 507	403 139
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	497 847	422 280
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	5 619	79 856
Comptes d'encaissement	-	-
charges à payer et produits constatés d'avance	347 895	367 800
Autres créditeurs et passifs divers	1 939 306	1 443 901
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	2 292 820	1 891 556

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Actions et autres titres à revenu variable	188 257	195 774
Titres de participation non consolidés	34 334	34 335
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	222 592	230 109

ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Instruments de capitaux propres	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de dettes	3 474 711	2 339 859
Effets publics et valeurs assimilées	2 535 773	2 014 378
Obligations et autres titres à revenu fixe OPCVM	938 938	325 480
Prêts et créances	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Instruments dérivés	17 133	26 942
Valeur au bilan	3 491 844	2 366 801

AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.5)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 491 844	2 366 801
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	222 592	230 109
Instruments de capitaux propres	222 592	230 109
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	3 714 436	2 596 910
Dont Titres prêtés	-	-

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable totale (de toutes les immo incorporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo incorporelles)	Valeur comptable totale (de toutes les immo corporelles)
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	-	-	-	-
Reprises de pertes de valeur en résultat	-	-	-	-
Solde de clôture	1 512 368	2 665 065	1 404 112	2 622 287
Cumul des dépréciations	-	-	-	-
Cumul des amortissements	687 415	1 173 348	608 131	1 126 540
Actifs détenus dans le cadre d'un contrat de location-financement	-	-	-	-
Actifs loués en location-simple	-	-	-	-

PROVISIONS PASSIF (3.7)

(En milliers de DH)

	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties (Les EPS)	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde de clôture au 31.12.2023	95 843	91 437	232 756	-	145 919	565 955
Dotations	17 498	2 878	9 915	-	17 773	48 063
Montants utilisés	12 734	13	-	-	4 841	17 588
Montants non utilisés repris au cours de la période	4 722	-	30 216	-	4 821	39 759
Autres mouvements	-	-1 346	-	-	-	-1 346
Solde de clôture au 30.06.2024	95 884	92 956	212 455	-	154 029	555 324

IMPÔTS EXIGIBLES ET DIFFÉRÉS (3.8)

(En milliers de DH)

Impôts courants et impôts différés	30/06/2024	31/12/2023
Impôts courants	4 807	3 253
Impôts différés	135 551	159 789
Actifs d'impôts courants et différés	140 358	163 043
Impôts courants	100 429	125 097
Impôts différés	14 664	17 885
Passifs d'impôts courants et différés	115 092	142 982
Charge d'impôts courants	297 557	396 449
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	19 902	-16 367
Charges nette de l'impôt sur les bénéfices	317 458	380 083

Le taux effectif d'impôt	30/06/2024	31/12/2023
Résultat net	390 835	498 225
Charges d'impôt sur les bénéfices	317 458	380 083
Taux d'impôt effectif moyen en %	44,82%	43,27%

Analyse du taux effectif d'impôt	30/06/2024	31/12/2023
Taux d'impôt en vigueur en %	39,25%	38,50%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères	-	-
Imposition forfaitaire	-	-
Différences permanentes	-	-
Changement de taux	-	-
Déficit reportable	-	-
Autres éléments	5,57%	4,77%
Taux d'impôt effectif moyen	44,82%	43,27%

CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	31/12/2023	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	30/06/2024
Immobilier				
Valeur brute	105 212	251	-	105 463
Amortissements et dépréciations	-54 101	4 395	-5 995	-55 701
Total Immobilier	51 111	4 647	-5 995	49 762
Mobilier				
Valeur brute	17 095	1 509	-	18 604
Amortissements et dépréciations	-9 334	-	-1 771	-11 105
Total Mobilier	7 761	1 509	-1 771	7 499
Total Droits d'utilisation	58 872	6 156	-7 766	57 261

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION (PRENEUR) (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles	1 491 718	1 495 747
dont : Droits d'utilisation des contrats de location	57 261	58 872

PASSIFS AU TITRE DE LA DETTE LOCATIVE (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Comptes de régularisation et autres passifs	2 337 031	1 891 556
dont : Dettes locatives	60 485	62 303

DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION (3.6)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Intérêts et charges assimilées	-357 557	-595 229
dont : Charges d'intérêts sur dettes locatives	-950	-1 000
Charges générales d'exploitation	-649 974	-1 365 976
dont : Charges relatives aux contrats de location court terme et de faible valeur	8 374	-6 097
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-132 295	-232 914
dont : Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-7 766	-18 432

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	6 901	15 984
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	6 901	15 984

PASSIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION (3.9)

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	6 901	15 984
Valeur au bilan	6 901	15 984

TRANSFERT PAR BUCKETS DES ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI : PRÊTS ET CRÉANCES CLIENTÈLE

(En milliers de DH)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de Valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a)+(b)
	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de Valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2023	45 117 861	-170 287	5 425 212	-417 431	4 294 996	-3 188 682	54 838 069	-3 776 400	51 061 669
Transfert d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-335 851	-15 025	-8 554	-18 541	344 405	-419 627	-	-453 192	
Transfert de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	-654 250	8 754	654 250	-65 130	-	-	-	-56 375	
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	421 016	-24 459	-421 016	4 141	-	-	-	-20 318	
Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	-113 527	712	-285 511	48 099	399 038	-451 763	-	-402 952	
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	10 909	-33	43 723	-5 651	-54 633	32 136	-	26 453	
Total après transfert	44 782 010	-185 311	5 416 658	-435 972	4 639 401	-3 608 309	54 838 069	-4 229 592	50 608 477
Variation des Valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	4 511 726	11 243	-273 118	7 512	-305 617	350 781	3 932 991	369 537	
Nouvelles production : achat, octroi, organisation	15 730 721	-34 894	874 453	-44 772	-	-	16 605 173	-79 666	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-10 235 342	17 880	-1 006 394	84 226	-451 763	271 220	-11 693 498	373 327	
Passage à perte	-	-	-	-	-6 069	6 069	-6 069	6 069	
Modification de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-983 653	28 257	-141 178	-31 942	152 214	73 492	-972 616	69 807	
Total	49 293 736	-174 068	5 143 539	-428 460	4 333 784	-3 257 528	58 771 060	-3 860 056	54 911 005
Variations de la Valeur comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	
Attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	
Au 30 juin 2024	49 293 736	-174 068	5 143 539	-428 460	4 333 784	-3 257 528	58 771 060	-3 860 056	54 911 005
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

Les contrats de Leasing sont classés en tant que contrats de location financement. La quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée au preneur locataire. Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix suffisamment inférieur à sa juste valeur à la

date à laquelle l'option peut être levée. En effet, la valeur résiduelle est de 1% du montant de financement pour le mobilier et de 10% pour l'immobilier. La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la vie économique de l'actif loué.

La valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève à la totalité de la juste valeur de l'actif loué. Dans le bilan, les actifs donnés en location sont comptabilisés comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

(En milliers de DH)

Durée résiduelle	Pour le Bailleur			
	Investissement brut total	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Produits financiers non acquis	Correction de valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables
≤ 1 an	714 049	592 079	121 970	571 239
> 1 an ≤ 5 ans	1 480 640	1 282 346	198 294	1 184 512
> 5 ans	232 968	207 048	25 919	186 374
TOTAL	2 427 657	2 081 474	346 183	1 942 125

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

(En milliers de DH)

Montants à payer aux parties liées et montants à en recevoir	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Actifs : prêts et avances	152 238	216 080	-	181 721	-	550 039
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	-	-	-
Total des actifs	152 238	216 080	-	181 721	-	550 039
Passifs : dépôts et emprunts	-	2 040 102	-	3 742	-	2 043 844
Autres passifs financiers	-	-	-	-	-	-
Titres de dette	-	-	-	-	-	-
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	679	-	-	-	679
Autres passifs	-	64 789	-	-	-	64 789
Total des passifs	-	2 105 570	-	3 742	-	2 109 312
Garanties émises par le groupe	-	1 164 976	-	-	-	1 164 976
Garanties reçues par le groupe	-	-	-	-	-	-
Dépréciations des créances douteuses	-	-	-	-	-	-

Charges et produits générés par des transactions entre parties liées	Société-mère	Filiales	Principaux dirigeants de l'entité ou de sa société-mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées	Total
Total des charges dont :						
Charges d'intérêts	-	31 520	-	-	-	31 520
Honoraires et commissions	-	25 268	-	-	-	25 268
Autres charges	-	56	-	-	-	56
Total des produits dont :						
Produits d'intérêts	1 761	69 153	-	1 585	-	72 499
Honoraires et commissions	1 694	1 255	-	1 443	-	4 392
Autres produits	67	-	-	141	-	208
Produits de dividendes	-	108	-	-	-	108

Les parties liées au Crédit du Maroc sont les filiales consolidées, la société mère Holmarcom ainsi que les entités contrôlées par le groupe Holmarcom. Conformément aux mécanismes financiers internes au Crédit du Maroc, les opérations conclues entre Crédit du Maroc et ses filiales sont présentées au bilan et au compte de résultat en opérations internes au Crédit du Maroc (notes 2 2 "Produits et charges d'intérêts", 2 3 "Produits et charges de commissions" et 3 2 "Actifs financiers au coût amorti" et 3 4 « Comptes de régularisation Autres Actifs et Passifs »).

VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE

(En milliers de DH)

	30/06/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	1 848 172	-	-	-	-	1 848 172
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16 315	1 758 117	982 483	956 703	818	3 714 436
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	943 920	550 756	49 920	29 117	35 096	1 608 810
Actifs financiers au coût amorti	7 571 791	4 828 923	13 453 988	20 818 306	14 246 600	60 919 608
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers par échéance	10 380 198	7 137 797	14 486 391	21 804 126	14 282 514	68 091 025
Banques centrales	-	-	-	-	844	844
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6 901	-	-	-	-	6 901
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti	2 031 878	3 444 135	165 662	-	50 606 737	56 248 413
Dettes subordonnées	25 929	-	-	1 250 000	-	1 275 929
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance	2 064 708	3 444 135	165 662	1 250 000	50 607 581	57 532 087

	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	2 265 791	-	-	-	-	2 265 791
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	26 124	1 120 612	273 720	945 527	818	2 366 801
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	184 526	514 569	318 204	-	36 980	1 054 279
Actifs financiers au coût amorti	8 866 126	4 436 785	8 916 762	21 338 632	14 913 002	58 471 308
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers par échéance	11 342 568	6 071 965	9 508 686	22 284 159	14 950 800	64 158 179
Banques centrales	-	-	-	-	884	884
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	15 984	-	-	-	-	15 984
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers au coût amorti	2 170 834	2 204 506	108 745	-	48 408 613	52 892 698
Dettes subordonnées	969	-	-	1 250 000	-	1 250 969
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance	2 187 788	2 204 506	108 745	1 250 000	48 409 497	54 160 536

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de Crédit du Maroc, filiale du Groupe Holmarcom S.A., est articulée autour des pôles d'activités suivants :

BANQUE MAROC ET INTERNATIONALE

comprenant Crédit du Maroc SA, Crédit du Maroc capital Bourse, Crédit du Maroc Patrimoine, Crédit du Maroc Assurance, Société Financière et Immobilière Marocaine et Crédit du Maroc Internationale ;

SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES

comprenant Crédit du Maroc Leasing et Factoring.

Chacun de ces métiers enregistre les charges et produits, actifs et passifs qui lui sont rattachés après élimination des transactions intragroupe.

(En milliers de DH)

Compte de Résultat Juin 2024	Banque Maroc et internationale	Sociétés de financement spécialisées	Eliminations	Total
Marge d'intérêts	1 154 918	31 555	-	1 186 473
Marge sur commissions	247 374	-55	-1 051	246 269
Produit net bancaire	1 646 314	37 262	-77 598	1 605 979
Charges de fonctionnement	-641 328	-15 029	6 383	-649 974
Résultat d'exploitation	765 379	17 675	-71 215	711 839
Résultat net	449 841	10 623	-69 629	390 835
Résultat net part groupe	449 841	10 623	-69 629	390 835

(En milliers de DH)

Bilan Juin 2024	Banque Maroc et internationale	Sociétés de financement spécialisées	Eliminations	Total
Total Bilan	71 682 143	2 218 116	-2 854 358	71 045 901
dont	-	-	-	-
Éléments de l'Actif	-	-	-	66 825 453
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4 047 589	-	-333 154	3 714 436
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 608 810	-	-0	1 608 810
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	7 358 393	3	-2 258 911	5 099 485
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	52 888 217	2 085 825	-63 037	54 911 005
Immobilisations corporelles	1 616 696	3 571	-128 549	1 491 718
Éléments du Passif	-	-	-	56 248 413
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	1 833 609	1 679 455	-2 042 831	1 470 234
Dettes envers la clientèle	54 897 147	161 149	-280 117	54 778 179
Capitaux propres	7 360 844	151 595	-463 459	7 048 980

OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN DEVICES

(En milliers de DH)

	30/06/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EURO	1 338 318	1 343 239	1 185 155	1 185 155
USD	1 086 751	1 086 751	899 196	899 196
GBP	14 846	14 846	13 361	13 361
JPY	185	185	20	20
Autres devises	13 055	8 134	22 395	22 395
TOTAL	2 453 155	2 453 155	2 120 127	2 120 127

ENGAGEMENTS DE PRÊTS, GARANTIES FINANCIÈRES ET AUTRES ENGAGEMENTS AU 30/06/2024

(En milliers de DH)

	Montants
Engagements de prêt	8 111 187
Donnés :	8 111 187
Administrations centrales	-
Établissements de crédit	11 757
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	7 999 640
Clientèle de détail	99 789
Reçus :	-
Garanties financières	4 991 576
Données :	2 753 733
Administrations centrales	-
Établissements de crédit	619 397
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	2 110 923
Clientèle de détail	23 412
Reçus :	2 237 843
Administrations centrales	-
Établissements de crédit	2 237 843
Institutions non établissements de crédit	-
Grandes entreprises	-
Clientèle de détail	-
Dérivés de crédit reçus	-
Autres engagements	-
Donnés	-
Reçus	-
Engagements et garanties financières en défaut	-
- Engagements de prêt donnés :	-
- Garanties financières données :	-
- Autres engagements donnés à une autre contrepartie :	-

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

COMPOSITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2024

Au 30 juin 2024, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS			
HOLMARCOM FINANCE COMPANY	7 171 545	65,91	65,91
ATLANTASANAD	1 394 744	12,82	12,82
WAFI ASSURANCE	1 168 523	10,74	10,74
AUTRES	1 146 402	10,53	10,53
Total	10 881 214	100,00	100,00

La valeur nominale des actions est de 100 DH. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement ou indirectement 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

DIVIDENDES

Au titre de l'exercice 2023, le conseil de surveillance décide de proposer aux actionnaires un dividende brut par action de 34,20 DH.

	2023	2022	2021
Dividendes (en dirhams)			
Dividende par action	34,20	27,00	25,90
Résultat net par action (en dirhams)			
Résultat net part du groupe par action	46,23	37,15	57,66

ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR

(En milliers de DH)

	30/06/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	3 491 844	-	3 491 844	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	3 475 529	-	3 475 529	-
Effets publics et valeurs assimilées	2 536 591	-	2 536 591	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	938 938	-	938 938	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	16 315	-	16 315	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	222 592	-	-	222 592
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	38 082	-	-	38 082
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	38 082	-	-	38 082
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	184 510	-	-	184 510
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	184 510	-	-	184 510
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 608 810	-	1 608 810	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	1 608 810	-	1 608 810	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	5 323 246	-	5 100 654	222 592
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-

(En milliers de DH)

	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Valorisation fondée sur des données observables	Valorisation fondée sur des données non observables
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	2 366 801	-	2 366 801	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	2 340 677	-	2 340 677	-
Effets publics et valeurs assimilées	2 014 378	-	2 014 378	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	326 298	-	326 298	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	26 124	-	26 124	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	230 109	-	-	230 109
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	38 728	-	-	38 728
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	38 728	-	-	38 728
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	191 380	-	-	191 380
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	191 380	-	-	191 380
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 054 279	-	1 054 279	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 054 279	-	1 054 279	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	1 054 279	-	1 054 279	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	-
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	3 651 188	-	3 421 079	230 109
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-

AVANTAGES AU PERSONNEL

L'engagement actualisé est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles, des augmentations de salaires, de l'âge de départ en retraite, de la mortalité, de la rotation du personnel ainsi que des taux d'actualisation.

Les modifications d'hypothèses actuarielles, ou la différence entre ces hypothèses et la réalité, donnent lieu à des écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi et qui sont comptabilisés en capitaux propres selon la méthode du SORIE, par contre, pour les avantages à long terme et les indemnités de fin de contrat de travail, ils continueront à être comptabilisés directement en résultat.

Le calcul est effectué par individu et la population est sélectionnée à la date de l'arrêt.

RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES :

Prime fin de carrière

- Prime servie aux collaborateurs au moment de leur départ en retraite ou en cas de décès ;
- L'ancienneté minimum requise est de 20 ans ;
- Le montant de la prime est calculé en fonction du salaire au moment de la retraite et d'un coefficient déterminé par le nombre d'années d'ancienneté ;
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - du nombre d'années d'ancienneté,
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à la retraite et du taux d'actualisation.

Prime de Fidélité

- Prime servie aux collaborateurs à l'ancienneté de 15, 20, 25, 30, 35 et 45 ans.
- Le montant de la prime est déterminé à partir d'un barème et du salaire au moment de l'octroi.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - du nombre d'années d'ancienneté (barème),
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

Couverture Médicale

La CMIM, système de couverture médicale, est considérée comme un régime multi-employeurs à prestations définies. En l'absence d'informations suffisantes pour déterminer la part d'obligation qui revient au Crédit du Maroc, elle est traitée comptablement comme un régime à cotisations définies.

INDEMNITÉS DE FIN CONTRAT DE TRAVAIL

Indemnité de départ volontaire

- Régie par un protocole d'accord au niveau du GPBM, l'indemnité de départ volontaire permet aux salariés, et après accord du Directoire, de faire valoir leur droit à la retraite anticipée selon les critères d'éligibilité suivants :
 - à partir de 50 ans révolus pour les femmes.
 - à partir de 55 ans révolus pour les hommes.
 - avoir une ancienneté minimum de 21 ans de service.
- Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du salaire au moment du départ et d'un barème basé sur l'âge du collaborateur.
- Le montant de l'engagement dépend :
 - de l'évolution du salaire,
 - de l'âge au moment du départ (barème),
 - de la proportion des collaborateurs intéressés par le départ volontaire,
 - de la probabilité de survie (table de mortalité),
 - de la probabilité de présence (turn over),
 - du nombre d'années restant à l'octroi et du taux d'actualisation.

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Provisions pour prime de fin carrière	42 661	41 687
Provisions pour indemnité de départ volontaire	9 494	9 374
Provisions pour prime de fidélité	40 640	40 034
Total	92 794	91 095
	30/06/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation	3,1%	3,4%

COMPTABILISATION ENGAGEMENTS SOCIAUX

Le Groupe Crédit du Maroc a opté pour la comptabilisation des écarts actuariels relatifs aux engagements sociaux postérieurs à l'emploi (prime de fin de carrière) en capitaux propres selon la méthode du SoRIE (Statement Of Recognised Income and Expenses).

Les avantages au personnel entrant dans les catégories IAS 19 des autres avantages long terme (Prime de fidélité) et des indemnités de fin de contrat de travail (Prime de départ volontaire) continueront à être comptabilisés en résultat.

L'impact des écarts actuariels sur engagements sociaux à fin Juin 2024 se présente comme suit :

(En milliers de DH)

	Brut	ID	Net
Impact Compte de Résultat			
Dotation Provision Engagements Sociaux	-1 244	488	-756
Impact Capitaux Propres			
Gains et Pertes actuariels / avantages post emploi	44 103	-23 100	21 003

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES CONSOLIDÉS) EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2024



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7^{ème} étage
Casablanca -Maroc

GROUPE CREDIT DU MAROC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2024

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc et ses filiales (Groupe Crédit du Maroc) comprenant le bilan et le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 7.048.980, dont un bénéfice net de KMAD 390.835.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire consolidée ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit du Maroc arrêtés au 30 juin 2024, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 23 juillet 2024

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG



Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

FORVIS MAZARS



Taha FERDOUS
Associé

COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2024

BILAN AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

ACTIF	30/06/2024	31/12/2023
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 848 958	2 265 665
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	6 810 224	7 405 972
A vue	2 890 028	917 518
A terme	3 920 196	6 488 454
Créances sur la clientèle	52 220 642	49 036 683
Crédits de trésorerie et à la consommation	20 239 424	18 561 119
Crédits à l'équipement	10 702 731	9 663 379
Crédits immobiliers	19 475 696	18 581 240
Autres crédits	1 802 791	2 230 945
Créances acquises par affacturage	665 222	715 251
Titres de transaction et de placement	5 167 834	3 491 778
Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 113 700	3 051 102
Autres titres de créance	938 995	325 537
Titres de propriété	115 139	115 139
Autres actifs	408 938	368 111
Titres d'investissement	887 861	1 373 511
Bons du Trésor et valeurs assimilées	887 861	1 373 511
Autres titres de créance	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	348 787	303 775
Participations dans les entreprises liées	306 235	260 577
Autres titres de participation et emplois assimilés	42 552	43 198
Titres de Moudaraba et Mouchraka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	799 388	773 454
Immobilisations corporelles	1 113 004	1 122 969
Total de l'Actif	70 270 258	66 857 168

HORS BILAN	30/06/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNES	13 189 791	12 181 574
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 602 632	5 698 327
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 707 117	2 293 488
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 880 042	4 189 759
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	2 846 821	2 998 300
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	498 465	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 348 356	2 998 300
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

LIBELLE	30/06/2024	30/06/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 026 938	1 714 007
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements	146 615	91 404
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 295 636	1 119 459
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	34 371	31 813
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	66 697	82 661
Produits sur titres de Moudaraba et moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	211 823	190 213
Autres produits bancaires	271 796	198 457
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	502 147	321 394
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements	45 559	32 370
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	239 697	152 858
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	78 055	38 330
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	138 619	97 837
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	217	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1 524 791	1 392 612
Produits d'exploitation non bancaire	17 009	28 242
Charges d'exploitation non bancaire	-	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	785 058	752 066
Charges de personnel	394 926	394 840
Impôts et taxes	25 838	15 287
Charges externes	234 760	249 498
Autres charges générales d'exploitation	726	477
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	128 808	91 964
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	420 669	561 378
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	369 918	384 302
Pertes sur créances irrécouvrables	6 069	133 415
Autres dotations aux provisions	44 682	43 661
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	328 149	470 218
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	278 114	366 784
Récupérations sur créances amorties	8 780	9 850
Autres reprises de provisions	41 255	93 583
RESULTAT COURANT	664 222	577 628
Produits non courants	13 539	10 880
Charges non courantes	78 582	65 582
RESULTAT AVANT IMPOTS	599 179	522 927
Impôts sur les résultats	217 837	165 125
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	381 342	357 802

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2024	31/12/2023
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	844	247
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 218 610	1 113 484
A vue	405 637	751 840
A terme	812 973	361 644
Dépôts de la clientèle	54 528 328	51 678 073
Comptes à vue créditeurs	38 828 155	35 888 190
Comptes d'épargne	10 192 159	10 070 845
Dépôts à terme	4 487 603	4 133 319
Autres comptes créditeurs	1 012 388	1 573 233
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	8 022	12 485
Titres de créance émis	3 501 597	3 424 402
Titres de créance négociables	3 501 597	3 424 402
Emprunts obligataires	-	-
Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	2 044 112	1 747 310
Provisions pour risques et charges	1 104 240	1 120 134
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	1 966 807	1 923 507
Dépôts d'investissement reçus	46 504	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	2 625 959	2 625 959
Capital	1 088 121	1 088 121
Actionnaires Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	1 763 793	1 603 139
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	381 342	532 791
Total du Passif	70 270 258	66 857 168

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	30/06/2024	30/06/2023
+ Intérêts et produits assimilés	1 444 384	1 216 634
- Intérêts et charges assimilées	363 312	223 558
MARGE D'INTERET	1 081 072	993 077
+ Produits sur financements participatifs	32 238	26 042
- Charges sur financements participatifs	-	-
Marge sur financements participatifs	32 238	26 042
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	214 340	194 659
- Commissions servies	24 519	21 935
Marge sur commissions	189 821	172 723
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	63 683	23 932
+ Résultat des opérations sur titres de placement	476	-1 454
+ Résultat des opérations de change	146 245	148 980
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	210 404	171 458
+ Divers autres produits bancaires	66 697	82 661
- Diverses autres charges bancaires	55 225	53 348
± Part des titulaires de comptes de dépôts d'investissement	-217	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1 524 791	1 392 612
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	6 741	3 132
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	17 009	28 242
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	785 058	752 066
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	763 483	671 920
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-89 092	-141 082
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-10 168	46 790
RESULTAT COURANT	664 222	577 628
RESULTAT NON COURANT	-65 043	-54 701
- Impôts sur les résultats	217 837	165 125
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	381 342	357 802
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2024	30/06/2023
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	381 342	357 802
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	128 808	91 964
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	3 696
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	8 165	21 353
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	2 451
- Reprises de provisions	25 647	48 490
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	35	11
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	492 633	428 764
- Bénéfices distribués	-	-
+ AUTOFINANCEMENT	492 633	428 764

ÉTAT DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

	Montants au 31/12/2023		Montants au 30/06/2024	
	Créances	Provisions	Créances	Provisions
Créances pré-douteuses	241 590	29 211	391 446	34 575
Créances douteuses	625 935	463 508	522 015	441 454
Créances compromises	3 228 974	2 497 237	3 226 989	2 628 379
TOTAL	4 096 500	2 989 956	4 140 450	3 104 408

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

	30/06/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation bancaire perçus	1 945 660	3 435 942
Récupérations sur créances amorties	8 780	25 122
Produits d'exploitation non bancaire perçus	26 544	64 546
Charges d'exploitation bancaire versées	-458 847	-722 749
Charges d'exploitation non bancaire versées	-78 582	-217 772
Charges générales d'exploitation versées	-656 250	-1 322 653
Impôts sur les résultats versés	-217 837	-312 367
I - Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	569 468	950 069
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	595 747	-591 335
Créances sur la clientèle	-3 247 156	-3 194 893
Titres de transaction et de placement	-1 189 929	-463 103
Autres actifs	-40 227	84 350
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	105 126	-1 584 035
Dépôts de la clientèle	2 896 759	3 116 297
Titres de créance émis	77 195	1 811 997
Autres passifs	296 802	448 315
II - Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-505 682	-372 407
III - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	63 786	577 662
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	35	40
Acquisition d'immobilisations financières	-45 012	-7 059
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-144 777	-445 752
Intérêts perçus	14 104	35 539
Dividendes perçus	66 697	88 238
IV - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-108 952	-328 995
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	500 000
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-58 013
Dividendes versés	-372 138	-293 793
V - FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-372 138	148 194
VI - VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III + IV + V)	-417 304	396 862
VII - TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 265 417	1 868 556
VIII - TRÉSORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1 848 114	2 265 417

ÉTAT A1 - PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 30 JUIN 2024
INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (P.C.E.C.) entré en vigueur depuis le 01/01/2000

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

ÉTAT A2 - ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 30 JUIN 2024

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I Dérogations aux principes comptables fondamentaux		NEANT
II Dérogations aux méthodes d'évaluation		NEANT
III Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		NEANT

ÉTAT A3 - ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 30 JUIN 2024

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I Changements affectant les méthodes d'évaluation		NEANT
II Changements affectant les règles de présentation		NEANT

CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

Premier semestre 2024	deuxieme semestre 2023	Premier semestre 2023
2 026 938	1 846 412	1 714 007

ÉTAT B2 - CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	2 858 587	10 451	13 027 413	303 598	16 200 049	14 825 681
Comptes à vue débiteurs	10 252	10 451	2 791 794	122 464	2 934 961	2 645 395
Créances commerciales sur le Maroc	1 021 865	-	1 560 523	-	2 582 388	2 116 678
Crédits à l'exportation	-	-	206 749	-	206 749	238 922
Autres crédits de trésorerie	1 826 470	-	8 468 347	181 134	10 475 952	9 824 685
Crédits à la consommation	-	-	-	3 843 942	3 843 942	3 547 160
Crédits à l'équipement	2 769 829	9 491	7 797 240	-	10 576 560	9 570 148
Crédits immobiliers	-	-	2 240 833	17 156 427	19 397 260	18 503 111
Autres crédits	-	758 288	8 157	-	766 445	1 123 949
Créances acquises par affacturage	665 222	-	-	-	665 222	715 251
Intérêts courus à recevoir	-	95 249	305 095	-	400 344	360 091
Créances en souffrance	-	-	247 517	788 525	1 036 042	1 106 544
Créances pré-douteuses	-	-	21 378	335 493	356 871	212 379
Créances douteuses	-	-	5 786	74 775	80 560	162 427
Créances compromises	-	-	220 353	378 258	598 611	731 737
TOTAL	6 293 638	873 479	23 626 254	22 092 493	52 885 864	49 751 934

ÉTAT B1- CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 143 848	9 289	417 940	895 810	2 466 887	2 266 529
VALEURS RECUES EN PENSION	-	1 010 217	-	-	1 010 217	2 201 870
- au jour le jour	-	-	-	-	-	2 201 870
- à terme	-	1 010 217	-	-	1 010 217	-
PRETS DE TRÉSORERIE	-	1 000 000	799 606	-	1 799 606	1 893 759
- au jour le jour	-	200 000	-	-	200 000	830 000
- à terme	-	800 000	799 606	-	1 599 606	1 063 759
PRETS FINANCIERS	-	-	2 296 012	-	2 296 012	2 364 558
AUTRES CRÉANCES	-	-	354 358	-	354 358	134 256
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	11 102	15 891	-	26 993	24 516
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 143 848	2 030 608	3 883 806	895 810	7 954 073	8 885 488

ÉTAT B3 - VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

TITRES	Établissements de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés		Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	-	-	-	-	-	-
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIÉTÉ	-	-	-	-	-	-
TITRES NON COTES	938 995	5 001 561	115 073	67	6 055 695	4 865 289
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES	-	5 001 561	-	-	5 001 561	4 424 613
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	938 995	-	-	-	938 995	325 537
TITRES DE PROPRIÉTÉ	-	-	115 073	67	115 139	115 139
TOTAL	938 995	5 001 561	115 073	67	6 055 695	4 865 289

ÉTAT B5 - DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

Actif	30/06/2024	31/12/2023
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	24 082	-
Débiteurs divers	46 170	84 688
sommes dues par l'état	14 941	30 106
sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
sommes diverses dues par le personnel	2 404	1 500
comptes clients de prestations non bancaires	-	-
divers autres débiteurs	28 824	53 082
Valeurs et emplois divers	2 756	1 885
Vomptes de régularisation	335 330	281 539
comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
comptes d'écarts sur devises et titres	25 472	27 472
résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
charges à répartir sur plusieurs exercices	41 674	68 498
comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	175	1 512
Produits à recevoir	76 844	11 747
Charges constatées d'avances	58 096	8 317
Autres comptes de régularisation	133 070	163 992
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	408 338	368 111

ÉTAT B10 - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	844	2 537	11 024	62 769	77 174	594 649
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- À terme	-	-	-	-	-	-
Emprunts de trésorerie	-	-	203 196	39 703	242 899	295 437
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- À terme	-	-	203 196	39 703	242 899	295 437
Emprunts financiers	-	2 179	-	523 386	525 565	33 615
Autres dettes	-	-	339 779	-	339 779	159 139
Intérêts courus à payer	-	34 037	-	-	34 037	30 891
TOTAL	844	38 753	553 999	625 858	1 219 455	1 113 731

ÉTAT B9 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Autres mouvements	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sortie	Cumul		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 370 388	198 380	94 427	1 471 465	596 934	75 143	-	672 077	-	799 388
- Droit au bail	20 829	-	3 400	17 429	-	-	-	-	-	17 429
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 349 560	198 380	91 027	1 454 036	596 934	75 143	-	672 077	-	781 959
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 542 060	43 875	5 743	2 582 998	1 419 091	53 662	-2 759	1 469 994	-	1 113 004
- Immeubles d'exploitation	1 237 611	3 909	-	1 241 520	475 909	15 129	-	491 038	-	750 482
- Terrains d'exploitation	357 875	-	-	357 875	-	-	-	-	-	357 875
- Immeubles d'exploitation Bureaux	851 927	3 909	-	855 836	448 155	15 120	-	463 275	-	392 561
- Immeubles d'exploitation Logements de fonction	27 808	-	-	27 808	27 754	9	-	27 763	-	45
- Mobilier et matériel d'exploitation	582 356	26 081	4 177	607 136	458 211	20 787	-1 296	477 702	-	129 434
- Mobilier de bureau d'exploitation	109 304	485	586	109 203	84 850	3 714	-586	87 978	-	21 225
- Matériel de bureau d'exploitation	22 714	530	551	22 693	13 827	559	-551	13 835	-	8 857
- Matériel de bureau Telecom	86 091	4 125	-	90 216	62 441	3 298	-	65 738	-	24 477
- Matériel informatique	298 025	20 333	2 876	318 358	236 245	12 175	-	248 420	-	69 938
- Matériel roulant rattaché à l'exploitation	401	-	-	401	387	2	-	389	-	12
- Autres matériels d'exploitation	65 820	608	164	66 265	60 461	1 039	-158	61 341	-	4 924
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	639 351	13 591	1 555	651 315	427 366	16 147	-1 452	442 061	-	209 253
- Immobilisations corporelles hors exploitation	82 743	294	11	83 028	57 605	1 599	-11	59 193	-	23 835
- Terrains hors exploitation	2 152	-	-	2 152	-	-	-	-	-	2 152
- Immeubles hors exploitation	49 093	-	-	49 093	36 748	640	-	37 389	-	11 704
- Mobiliers et matériel hors exploitation	9 641	20	11	9 650	8 600	299	-11	8 888	-	762
- Autres immobilisations corporelles hors exploitation	21 857	274	-	22 133	12 257	659	-	12 916	-	9 218
- Écart de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	3 912 448	242 255	100 170	4 054 463	2 016 026	128 804	-2 759	2 142 071	-	1 912 392

ÉTAT B11- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	340 507	101 351	12 047 614	26 345 665	38 835 137	35 899 634
Comptes d'épargne	-	-	-	10 122 215	10 122 215	9 989 903
Dépôts à terme	-	600 000	737 892	3 098 690	4 436 582	4 090 027
Autres comptes créditeurs	3 181	-	751 337	255 256	1 009 774	1 578 426
Intérêts courus à payer	-	-	-	124 620	124 620	120 083
TOTAL	343 688	701 351	13 536 843	39 946 447	54 528 328	51 678 073

ÉTAT B12 - ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS DE CERTIFICATS DE DÉPÔT INSCRITS EN COMPTE AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

Nature des Titres	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement	Montant Global
Certificats de Dépôts	30/11/2023	30/08/2024	100,00	3,27%	INFINE	615 000,00
Certificats de Dépôts	30/11/2023	28/11/2024	100,00	3,35%	INFINE	885 000,00
Certificats de Dépôts	29/03/2024	27/09/2024	100,00	3,25%	INFINE	548 000,00
Certificats de Dépôts	29/03/2024	27/12/2024	100,00	3,31%	INFINE	352 000,00
Certificats de Dépôts	30/04/2024	29/07/2024	100,00	3,17%	INFINE	500 000,00
Certificats de Dépôts	30/04/2024	29/10/2024	100,00	3,28%	INFINE	500 000,00
Certificats de Dépôts	31/05/2024	30/05/2025	100,00	3,40%	INFINE	58 000,00
Total						3 458 000,00

ÉTAT B13 - DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

Passif	30/06/2024	31/12/2023
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	5 619	79 856
Créditeurs divers	993 049	721 968
Sommes dues à l'état	255 085	263 839
Sommes dues aux organismes de prévoyance	29 368	27 394
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	376 559	5 567
Fournisseurs de biens et services	39	352
Divers autres créditeurs	331 998	424 816
Comptes de régularisation	1 045 445	945 487
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	0	0
Comptes d'écarts sur devises et titres	0	0
Résultats sur produits dérivés de couverture	0	0
Comptes de liaison entre sièges, succursales et agences au Maroc	717	566
Charges à payer	374 056	379 328
Produits constatés d'avance	570 658	521 539
Autres comptes de régularisation	100 014	44 054
Total	2 044 112	1 747 310

ÉTAT B14 - PROVISIONS AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

PROVISIONS	Encours 31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2024
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	2 916 170	367 931	267 991	23	3 016 133
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	2 865 464	367 931	260 773	23	2 972 645
Titres de placement	18 124	-	2 947	-	15 177
Titres de participation et emplois assimilés	32 582	-	4 270	-	28 311
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	1 120 135	46 669	62 564	-	1 104 240
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	99 545	1 987	17 340	-	84 192
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	758 337	8 165	18 906	-	747 596
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	88 873	1 257	-	-	90 130
Provisions pour autres risques et charges	173 380	35 260	26 318	-	182 321
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	4 036 305	414 600	330 555	23	4 120 373

État B22 - VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 107 169	396 417	930 168	1 416 437	70 006	3 920 196
Créances sur la clientèle	7 015 827	3 704 689	4 807 810	13 502 999	23 189 318	52 220 643
Titres de créance	907 917	1 314 337	1 723 186	1 371 775	738 477	6 055 692
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	9 030 913	5 415 443	7 461 164	16 291 211	23 997 800	62 196 532
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-	-	93 190	680 080	39 703	812 974
Dettes envers la clientèle	862 538	1 056 293	2 403 236	165 536	-	4 487 603
Titres de créance émis	500 000	1 163 000	1 838 597	-	-	3 501 597
Emprunts subordonnés	-	-	-	1 308 938	657 869	1 966 807
TOTAL	1 362 538	2 219 293	4 335 023	2 154 555	697 572	10 768 981

ÉTAT B16 - DETTES SUBORDONNÉES AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaletur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaletur KDH)	Montant N-1 (en contrevaletur KDH)	Montant N (en contrevaletur KDH)	Montant N-1 (en contrevaletur KDH)
MAD	55 000,00	1	3,93%	10 ANS	INFINE	55 000,00				
MAD	445 000,00	1	3,75%	10 ANS	INFINE	445 000,00				
MAD	197 500,00	1	4,05%	10 ANS	INFINE	197 500,00				
MAD	552 500,00	1	4,05%	10 ANS	INFINE	552 500,00				
TOTAL	1 250 000,00					1 250 000,00				

(En milliers de DH)

Soucripteur	COV	Nbre Bons	Catégorie	Nominal	Nominal Global	Maturité	Taux en %	Date de Jouissance
CASA	18540	1	OB PERPETUELLE	136 116,26	136 116	Indéterminée	5,475%	14/12/2020
WAFA ASSUR	18541	1	OB PERPETUELLE	21 752,85	21 753	Indéterminée	5,475%	14/12/2020
DIVERS	9582	5000	OB PERPETUELLE	100,00	500 000	Indéterminée	5,450%	20/07/2023
TOTAL					657 869			

ÉTATS DE SYNTHÈSE ARREDA AU 30 JUIN 2024

BILAN ARREDA AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

ACTIF	30/06/2024	31/12/2023
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	33 929	38 169
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 145	46
Créances sur la clientèle	2 174 967	1 929 760
Créances sur Mourabaha	2 155 514	1 917 836
Créances sur Salam	-	-
Créances sur autres financements participatifs	-	-
Autres créances sur la clientèle	19 453	11 924
Titres de transaction et de placement	-	-
dont certificat de Sukuk	-	-
Biens acquis dans le cadre de financements participatifs	32 833	73 798
Immobilisations données en Ijara	-	-
Titres d'investissement titres de participation et emplois divers	-	-
dont certificats de Sukuk	-	-
Dont titres de Mourabaha et Moucharaka	-	-
dépôts d'investissement et Wakala Istithmar placés	-	-
Autres actifs	1 946	763
TOTAL DE L'ACTIF	2 244 821	2 042 537

(En milliers de DH)

PASSIF	30/06/2024	31/12/2023
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 119 569	1 015 316
Dettes sur Mourabaha	-	-
Dettes sur Salam	-	-
Dettes sur autres financements participatifs	-	-
Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	1 119 569	1 015 316
Dépôts de la clientèle	188 262	179 662
Comptes à vue créditeurs	158 071	173 462
Autres comptes créditeurs	30 191	6 200
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	8 023	12 485
Dettes sur Mourabaha	8 023	12 485
Dettes sur Salam	-	-
Dettes sur autres financements participatifs	-	-
Autres passifs	627 978	579 974
Provisions pour risques et charges	3 390	3 390
Dépôts d'investissement et Wakala Istithmar reçus	46 504	-
Dotations en capital	240 000	240 000
Reports	-	-8 406
Résultat de l'exercice	11 094	20 116
TOTAL DU PASSIF	2 244 821	2 042 537

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES ARREDA AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

	30/06/2024	30/06/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	33 183	26 647
Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	32 238	26 042
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	-	-
Produits sur titres de Mourabaha et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	945	605
Autres produits bancaires	-	-
Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Istithmar reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	562	238
Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1	1
Charges sur opérations avec la clientèle	-	-
Charges sur titres de Mourabaha et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	344	237
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	217	-
PRODUIT NET BANCAIRE	32 621	26 409
Produits d'exploitation non bancaire	-	-
Charges d'exploitation non bancaire	-	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	14 018	13 881
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	3 715	1 941
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	3 151	1 767
RESULTAT COURANT	18 039	12 354
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	18 039	12 354
Impôts sur les résultats	6 945	1 491
RESULTAT APRES IMPOT	11 094	10 864

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

DETTES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-	-	8 023	8 023	12 485
- Mourabaha (1)	-	-	-	8 023	8 023	12 485
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	8 023	8 023	12 485

(1) principalement les avances sur Mourabaha

TABLEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA DU 01/01/2024 AU 30/06/2024

(En milliers de DH)

Biens	Montant brut au début de l'exercice	Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part reprise en compte de résultat	Quote-part constatée en rémunération réservée	Quote-part de marge abandonnée (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Encours des créances Mourabaha à la fin de l'exercice
MARGES CONSTATEES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	-	-	-	-	-	-	-
MARGES CONSTATEES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LA CLIENTELE	486 562	101 143	32 238	8 504	1 169	545 794	2 155 514
Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-
Mourabaha pour donneur d'ordre	486 562	101 143	32 238	8 504	1 169	545 794	2 155 514
TOTAL	486 562	101 143	32 238	8 504	1 169	545 794	2 155 514

(1) Par remboursement anticipé ou autres

TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DU 01/01/2024 AU 30/06/2024

(En milliers de DH)

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions ou transferts au cours de l'exercice	Montant des cessions au cours de l'exercice		Montant brut à la fin de l'exercice	Provisions					Montant net à la fin de l'exercice	
			Exploitation bancaire	Exploitation non bancaire (1)		Montant des provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des reprises sur biens sortis	Montant des reprises sur biens en stock	Cumul à la fin de l'exercice		
Biens acquis - mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens acquis - mourabaha pour donneur d'ordre	73 798	293 217	334 182	-	32 833	-	-	-	-	-	-	32 833
Biens mobiliers	1 833	17 700	18 339	-	1 194	-	-	-	-	-	-	1 194
Biens immobiliers	71 965	275 517	315 843	-	31 639	-	-	-	-	-	-	31 639
Biens acquis - Salam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens acquis - autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Biens cédés en dehors des contrats de finance participative dont les produits de cession sont constatés en hors exploitation bancaire dans le compte 7613

DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS AU 30 JUIN 2024

(En milliers de DH)

Dépôts d'investissement	Encours 01/01/2024	Affectation des résultats	Dépôts collectés	Dépôts restitués	Autres variations	Encours 30/06/2024
Dépôts d'investissement recus	-	-	47 851	1 559	-	46 292
Établissement de crédit	-	-	-	-	-	-
clientèle	-	-	47 851	1 559	-	46 292
Réserve de préquération des profits	-	-	-	-	-	-
Établissement de crédit	-	-	-	-	-	-
clientèle	-	-	-	-	-	-
Réserve pour risques d'investissements	-	-	-	-	-	-
Établissement de crédit	-	-	-	-	-	-
clientèle	-	-	-	-	-	-
Rémunération distribuée aux titulaires de comptes	-	217	-	5	-	212
Établissement de crédit	-	-	-	-	-	-
clientèle	-	217	-	5	-	212
Résultats en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	217	47 851	1 564	-	46 504

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES SOCIAUX) EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2024


 Building a better
 working world
 37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
 20 050 Casablanca
 Maroc

 76, Bd Abdelmoumen
 Résidence Koutoubia, 7ème étage
 Casablanca -Maroc

CREDIT DU MAROC
**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE
DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2024**

En application des dispositions du Dahir n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit Du Maroc comprenant le bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection d'états de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2024. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 7.826.023 dont un bénéfice net de KMAD 381.342 relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque arrêtés au 30 juin 2024, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 23 juillet 2024

Les Commissaires aux Comptes
ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
 Associé

FORVIS MAZARS

Taha FERDAOUS
 Associé